

# EVALUATION D'OPERATION

Opération Régionale d'Urgence 200438

Assistance aux réfugiés et communautés hôtes  
affectes par l'insécurité au Mali

(Mali, Mauritania, Burkina Faso, Niger)  
(June 2012- December 2013)

## Rapport d'Evaluation – Version Finale

June 2014

Equipe d'évaluation: Annemarie Hoogendoorn (Team Leader), Hamidou Ongoïba, Herma Majoor, Iñigo Torres, Smaël Boureïma, Soledad Posada

Gestionnaire d'évaluation: Belen Diaz

Commandée par le

**Bureau de l'Evaluation du PAM**

Report number: OEV/2013/017

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>Annexe 13: Country Annex Niger .....</b>	<b>2</b>
<b>Annexe 14: Country Annex Mauritania.....</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 15: Country Annex Burkina Faso .....</b>	<b>40</b>

## Annexe 13: Annexe de Pays – Le Niger

### OpEv EMOP 200438 Crise Malienne (février – mars 2014) Rapport de Mission NIGER

#### 1. Introduction

##### 1.2 Caractéristiques spécifiques du contexte au Niger

Dans l'ensemble du Niger<sup>1</sup> plus de 40% de la population se trouvait en situation modéré et sévère d'insécurité alimentaire au moment de l'arrivée massive des populations venant du Mali. Malgré des programmes gouvernementaux de choc la crise alimentaire a affecté la situation nutritionnelle de la population qui s'est dégradée avec 51% de Malnutrition Aigüe Globale pour les enfants de moins de cinq ans dans l'ensemble du pays. Selon l'Indice de Développement Humain<sup>2</sup>, en 2012 le Niger était classé le dernier pays des 187 pays évalués. En plus, le pays enregistre le taux de croissance le plus haut du monde avec 7,58 naissances par femme.

L'afflux des réfugiés maliens, en majorité des éleveurs se déplaçant avec leur bétail, a augmenté la pression sur les ressources alimentaires du Niger, contribuent à un épuisement précoce des stocks, au surpâturage. De plus, la perturbation des cycles de transhumance et des flux commerciaux par la situation au Mali ont limité les échanges commerciaux et ont contribué à l'augmentation des prix céréaliers dans le pays<sup>3</sup>.

De manière générale, **l'installation des réfugiés** a fait preuve de rapports cordiaux entre les réfugiés sur tous les camps et auprès des populations hôtes : « nous avons quitté chez nous et nous nous sommes retrouvés chez nous » (membre des comités de gestion camp d'Abala). Les autorités nigériennes ont géré la situation de façon proactive puisque dans le plan global de réponse suite à l'insécurité alimentaire, le gouvernement a inscrit dans le budget une ligne prenant en charge les réfugiés. Selon les réfugiés, l'Etat nigérien a été le premier à leur porter assistance, en leur autorisant d'accueillir le statut de réfugiés. Il a donné aussi l'option aux maliens ayant traversé la frontière du côté de Sinégodar de s'établir, selon leur choix de préférence, dans le camp de réfugiés de Mangaize ou d'Abala. En raison de leur proximité avec Abala et des liens de parenté qui les unissent, ces derniers se sont plutôt établis là-bas.

Partant de ces primaires, l'aide humanitaire a été déployée par plusieurs partenaires et non partenaires PAM dont notamment ACTED, Islamic Relief, PLAN, le HCR, la Croix Rouge Nigérienne, le CICR, OHD, MSF. En effet, dû à la réponse à la sécheresse, un grand nombre d'ONG était déjà présent dans les zones avant l'arrivée des réfugiés. Globalement, les séries d'appuis en faveur des réfugiés (bâches, tentes, ustensiles de cuisine, latrines, centres de santé, classes) ont permis progressivement de rendre la vie au sein des camps plus convenable.

##### 1.3 Aspects spécifiques de l'exécution de l'EMOP au Niger

Le 20 Avril 2012, le HCR avait enregistré 39 000 réfugiés maliens dans la région de Tillabéry, dans les villes de Mangaizé, Chinégodar, Koutoubou, Yassan, Aballa et Ayorou. Actuellement, le nombre de réfugiés enregistrés a augmenté jusqu'à environ 50.000.

<sup>1</sup> FAO (<http://www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/Counprof/niger/niger.htm>)

<sup>2</sup> World Bank (<http://data.worldbank.org/indicators>)

<sup>3</sup> Loïc Biango, « Comprendre la Crise Alimentaire au niger » Aout 2012

Les réfugiés ont été installés dans trois camps dans la région de Tillabéry, Abala, Mangaize et Tabarey-Barey en 2012, et à partir de 2013 aussi dans deux zones d'accueil dans la région de Tahoua, Intikane et Tazalit. Le tableau ci-dessous présente de manière plus claire les différentes régions où les réfugiés se sont installés, ainsi que les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires DGV atteints.

**Tableau 19: Régions d'installation des réfugiés au Niger.**

Région/ Province	PAM SO	Sites	Bénéficiaire DGV	Partenaires DGV
Région de <b>Tillabéry</b> Dép. Ouallam, Commune Tondikiwindi	SO Niamey (antenne Ouallam)	Camp <b>Mangaize</b>	Dec '12 4.628; Dec '13 8.856	Islamic Relief (2012-2013), ACTED (2014)
Région de <b>Tillabéry</b> , Dép. Ayorou, commune Ayorou		Camp <b>Tabarey-Barey</b>	Dec '12 6.198 ; Dec '13 8.906	PLAN (2013), ACTED (2014)
Région de <b>Tillabéry</b> , Dép. Abala, Commune Abala		Camp <b>Abala</b>	Dec '12 11.043 ; Dec '13 12.731	ACTED
Région de <b>Tahoua</b> Dép. Tassara, commune Tassara	SO Tahoua	Zone d'accueil <b>Tazalit</b>	Dec '13 : 1600	APBE
Région de <b>Tahoua</b> , Dép. Tillia, commune Telemces		Zone d'accueil <b>Intikane</b>	Dec '13 : 11,092	Croix Rouge Nigérienne
<b>Niamey</b>		Site <b>Niamey</b>	Oct '12 6,327 ; Dec '13 7,724	ACTED, PLAN, Islamic relief, AKARASS

L'enregistrement initial de niveau 1 s'est fait une fois que les personnes ont été dépistées par la Brigade mixte au niveau de la frontière (Gendarmerie, Police et Garde Républicaine ou nationale). Le niveau 2 d'enregistrement est intervenu en novembre 2012 et a été finalisé au début de 2013. L'enregistrement biométrique de niveau 3 a commencé en fin d'année. Les prévisions du Niveau 3 tablaient sur un écart estimé de 10% sur le total national.

Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART, réalisée en mai-juin 2013 de manière conjointe par l'UNICEF, UNHCR, INS, MSF et ACTED dans les camps d'Abala, Tabarey-Barey et Mangaize, constataient que la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) parmi les enfants de 6-59 mois dans les camps continuait de dépasser le seuil d'urgence de l'OMS de 15% (21,1% à Mangaize, 18,8% à Ayorou, 18,5% à Intikane, et 17,1% dans Abala). La malnutrition aiguë restait alarmante surtout chez les enfants de 6 à 23 mois, jusqu'à atteindre 31,3% et 32,5% à Abala et Mangaize respectivement. Vers la fin de 2013, d'autres enquêtes ont été réalisées par différents acteurs et, si bien qu'elles aient montré des résultats divers sur les taux de MAG, les réfugiés ont, en tout cas, sortis de la situation de malnutrition alarmante (tous les détails par modalité d'intervention sont présentés dans la section 2).

En Août 2013, le PAM a réalisé un rapport de suivi (PDM) pour évaluer la distribution des vouchers à Mangaize. Les résultats indiquaient une amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et des stratégies d'adaptation par rapport à la situation antérieure en Janvier 2013. Entre Janvier et Août 2013, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre a été réduite de 52% à 34%. En outre, le nombre de ménages qui dépendent de stratégies d'adaptation négatives a diminué de 37% à 0,5% sur la même période.

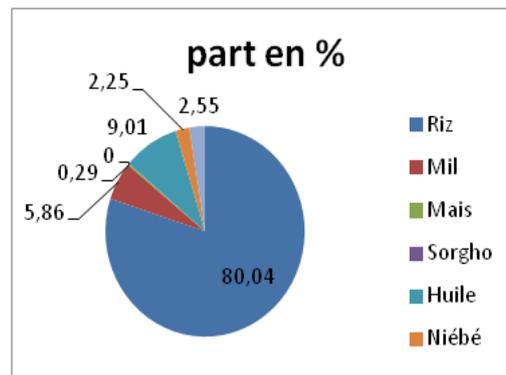
## **2. Résultats de l'Evaluation de l'EMOP au Niger**

### **2.1.1 Pertinence de l'EMOP**

**Cohérence du panier alimentaire par rapport aux habitudes alimentaires des réfugiés:** d'un point de vue culturel, le riz est l'aliment de base préféré des populations du Mali. Le second produit prisé par les bénéficiaires est le mil qui représente environ 5 % de la part totale des produits retirés au niveau du magasin des commerçants de Mangaize. Le niébé représente 2.5 % du montant total des produits enlevés par les réfugiés. Les femmes ont clairement indiqué que la nourriture est leur besoin prioritaire suivi des maisons et des vêtements pour leurs enfants. La baisse de la ration de riz de 15 à 12 kilogrammes était

vivement contestée ; de même pour le montant de 7 000 FCFA. En effet, la stratégie de survie répandue dans tous les sites et qui consiste à vendre une partie de la ration de riz pour acheter principalement des condiments (viande, lait, thé) ou des vêtements s'avère extrêmement difficile à maintenir avec les 12 kg. À Abala par exemple, 50 kg de riz est vendu à 15 000 francs FCFA, ce qui est très inférieur au prix du marché régulier, de 21 500 FCFA. Les ménages les plus pauvres sont ainsi victimes de l'endettement.

**Figure 6: Produits (en %) retirés au niveau du magasin des commerçants de Mangaize**



Des **insuffisances** ont été soulignées sur le **processus d'enregistrement** notamment sur le camp de Mangaize et aussi sur les omissions sur les listes de certains ménages qui ont antérieurement bénéficié de la ration. L'enregistrement biométrique a permis d'arriver à des chiffres plus précis et ainsi de prévoir une assistance plus adaptée à la réalité. À Tabarey-Barey par exemple, dès qu'il a été fait, le nombre de réfugiés a diminué de 9,200 à 8,076.

**Quelques bonnes pratiques qui méritent d'être développées davantage** sont, d'abord, l'utilisation du gaz pour la cuisson ce qui prend en charge le fait de diminuer la pression sur les ressources. Aussi, les activités de maraîchage au sein des camps méritent d'être intensifiées dans la mesure où elles peuvent permettre d'assurer une meilleure diversification alimentaire. Le programme **food for asset** (récupération des terres) pour la population hôte qui implique les services techniques de l'état (Ministères de l'Environnement et de l'Hydraulique) et dont le ciblage est fait par critères HEA dans 11 villages vulnérables proches à Abala identifiés par le DNPGCC, est un autre exemple de succès qui mériterait d'être étendu à l'intérieur de l'EMOP. La préférence pour le **voucher** à Mangaize ne fait pas de doute par rapport à l'option de distribution de vivres. Il paraît cependant pertinent que le PAM continue de voir la manière d'introduire les vouchers électroniques qui feraient diminuer la composante logistique certainement lourde. À Tabarey-Barey, les réfugiés ont entendu parler des expériences cash au Burkina et souhaiteraient avoir plus d'informations. Les possibilités d'introduire le **cash** existent, or, plusieurs personnes interrogées ne seraient pas en faveur du cash puisqu'elles considèrent qu'avec cette modalité on ne peut pas assurer que les réfugiés aillent l'utiliser pour des vivres.

Un des bailleurs importants de cette opération trouve que l'EMOP en général contribue à diminuer les risques que la population hôte auraient subis, étant donné que les régions où PAM exécute l'EMOP ce sont des régions cibles à forte vulnérabilité. À Tahoua, le HCR a identifié la nécessité de faire un **ciblage plus précis** des populations les plus vulnérables puisque, à cause des grands mouvements, il y a des réfugiés qui ont leurs propres revenus et donc moins de besoin d'assistance.

Le JAM fait à Tahoua souligne le besoin de développer un système de suivi et évaluation qui inclue le suivi du panier alimentaire (*food basket monitoring*) pour chaque distribution

générale. Le besoin de systématisation des **PDM au niveau des ménages** a été aussi souligné.

La décision de mettre en place le programme wet feeding a été prise sous la base de plusieurs arguments de poids, entre autres, les résultats de l'enquête nutritionnelle faite à Mangaize, et est en ligne avec la note de stratégie pour l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants préparée par le Bureau Régional. Le programme **wet feeding** a permis de réduire un peu la pression de revenus des ménages. Les femmes qui participent aux AGR (petits commerces) pouvant avoir des revenus supplémentaires sont très peu nombreuses (300 en 2013). Les opinions des partenaires sur le passage de la ration humide à la ration sèche ne sont pas homogènes. Il y en a qui préfèrent maintenir le programme wet feeding auquel les réfugiés « se sont habitués » et parce que le PDM dernier montrait une évolution favorable. Plusieurs acteurs craignent que le passage à la ration sèche puisse supposer un retour en arrière en termes des taux de malnutrition. Or, contrairement, le fait que le programme wet feeding soit très cher, que les taux de malnutrition aient considérablement améliorés et que les besoins nutritionnels aient été couverts complètement avec la DGV et le wet feeding pendant ces derniers mois, semblent être des arguments de poids en faveur du passage à la ration sèche.

Or, si bien que le passage aux rations sèches semble être bien justifié, la **décision** d'avoir choisi **Tabarey-Barey** (au lieu d'un autre camp) comme le **camp pilote** pour introduire la **ration sèche** n'a pas entièrement été comprise par plusieurs acteurs interrogés à cause des éléments suivants : Dans ce camp, les taux de MAG étaient plus élevés que dans d'autres camps ; aussi, contrairement qu'à Tabarey-barey, dans les autres camps la distribution de gaz est mise à disposition des réfugiés ; finalement, aucune enquête nutritionnelle n'a été réalisé dans les ZAR. Donc le projet aurait été plus évident à faire dans un des autres camps plutôt

La pression portée sur le PAM pour introduire la modalité d'**alimentation scolaire** à travers l'EMOP paraît complexe. Alors que les cadres stratégiques de résultats d'alimentation scolaire de l'EMOP (voir annexe 12) indiquent clairement que cette modalité n'a pas d'objectif nutritionnel, les arguments en faveur de l'introduction des cantines s'appuient souvent sur cet objectif. Même si les cantines avaient un objectif nutritionnel à satisfaire, son introduction ne serait de toute façon pas vraiment justifiée puisque le paquet d'aide de l'EMOP couvre déjà les besoins nutritionnels à travers la DGV et les programmes de nutrition.. Par conséquent, des modifications dans les modalités à l'intérieur du paquet d'aide devraient avoir lieu pour compenser le besoin en alimentation scolaire. Il n'y a par contre aucun doute sur les potentialités que l'alimentation scolaire possède pour développer les capacités de production locale, de renforcer les partenariats et comme filet de protection sociale pour les enfants. En général, les expériences pilotes à venir à l'intérieur de l'EMOP doivent viser de manière plus évidente à **renforcer la résilience** des réfugiés, augmenter leur **autonomisation** par le biais du développement des moyens d'existence et faciliter la transition vers les programmes (nationaux et internationaux) durables.

### **2.1.2. Cohérence et complémentarité interne**

On peut noter que, de manière générale, les activités EMOP exécutées au Niger sont en ligne avec l'Objectif stratégique 1 du PAM (SO1) qui vise à «Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence». Pas d'incohérences ont été trouvées non plus dans les objectifs visés au Niger pour chaque modalité d'aide puisqu'ils répondent aux grandes priorités à suivre d'après les politiques sectorielles du PAM. L'EMOP régional vient compléter et non pas doubler les efforts d'aide du PAM apportés par ses autres programmes dans le pays. Or, la valeur ajoutée que la dimension régionale de l'opération fournie au Bureau Pays est mise en question par la majorité des acteurs interrogés. L'EMOP régional devrait pouvoir fournir beaucoup plus que la somme de ses trois parties. Il y en a qui, au contraire, soutiennent que pour le programme nutrition concrètement, la dimension

régionale de l'EMOP, qui est une valeur ajoutée, où l'information a été amplement partagée et les bonnes pratiques des trois pays ont été échangées.

D'après les partenaires, la diminution croissante de financement de l'EMOP devrait pousser à plus de réflexion sur les possibilités d'augmenter les activités génératrices de revenus auxquelles les modalités de cash et vouchers viendraient apporter la complémentarité. Des leçons et bonnes pratiques sur les activités de Food for Asset mises en œuvre à travers les autres programmes du PAM (PRRO ou CP) devraient pouvoir être tirées et projetées dans l'EMOP dans la mesure du possible de la même manière que, par exemple, le PRRO aborde le défi de ciblage des réfugiés sans revenus.

De manière spécifique, l'exécution de l'EMOP dans les ZAR est un bon exemple de cohérence et complémentarité interne. La Croix Rouge avait déjà travaillé avec les réfugiés maliens en 1998 et avec le CICR. Quand les réfugiés se trouvaient dans des camps spontanés de transit, les distributions ont été adressées aussi bien aux réfugiés qu'aux populations hôtes. Lorsque les réfugiés ont été relocalisés, les populations d'accueil ont continué de bénéficier d'un soutien à travers des programmes de développement, en particulier d'AGR. Afin de faciliter l'entente, des cadres de concertation efficaces ont été créés entre eux.

### **2.1.3. Cohérence et complémentarité externe**

Le PAM a su appuyer les dispositifs mis en place par les acteurs nationaux pour faire face à la crise des réfugiés soit à travers le renforcement des capacités locales soit venant couvrir les besoins d'urgence des populations vulnérables. Le PAM a réussi à maintenir une réponse en ligne avec les politiques nationales de développement et de lutte contre la faim au Niger. Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA) a été un des mécanismes consultatifs avec les partenaires techniques et financiers du Gouvernement et l'équipe humanitaire pays (EHP) avec la présence du PAM. En outre, le bureau du PAM a montré son support aux Plans de Soutien et a été très actif dans l'appui de la nouvelle initiative «Les Nigériens nourrissent les Nigériens» (3N).

À propos de la cohérence avec d'autres acteurs et programmes internationaux, on peut noter que les systèmes de coordination sur place marchent relativement bien. Plus concrètement, du point de vue opérationnel, alors que la coordination PAM/HCR est en générale assez bonne, ainsi que le niveau d'échange d'information, et que le MoU définit clairement les responsabilités et rôles de chacun, la coordination demeure un peu faible quand il s'agit des listes de réfugiés pour la distribution de vouchers. Il y a un manque d'actualisation des listes compte tenu du fait que la taille des ménages change assez constamment. Plusieurs interviewés considèrent que le PAM et le HCR se passent l'un à l'autre la responsabilité.

Concernant les ZAR, il existe une bonne coordination au niveau du Cluster de Sécurité Alimentaire mais seulement au niveau de Tahoua, et pas dans les départements. Le PAM est un participant régulier, mais ses partenaires y participent moins, ce qui empêche OCHA, qui n'a que deux employés à Tahoua, de recueillir des informations récentes. C'est difficile de développer même un tableau avec toutes les activités des acteurs de développement dans la région.

### **2.2.1 Résultats de la composante « DGV »**

La perception générale sur la composante DGV est positive du point de vue de son efficacité : la couverture est bonne, il n'y a pas de ruptures de stock grâce à une bonne flexibilité et capacité d'adaptation aux changements, et à une capacité logistique puissante (les difficultés sont surmontées (ex. ZAR) et les flux des distributions des denrées sont corrects). En générale, la DGV répond de manière satisfaisante aux besoins des populations assistées qui

acceptent globalement bien la composition de la ration alimentaire<sup>4</sup>, en partie grâce aux activités de sensibilisation.

Cependant, la ration alimentaire demeure insuffisante pour couvrir les besoins inhérents à la distribution, c'est-à-dire la préparation des aliments (bois de chauffe), le transport ou les kits de cuisine. Elle est aussi insuffisante pour compléter une alimentation variée et équilibrée (à base de viande, condiments) et certains besoins de base (habits, etc.). Les stratégies d'adaptation basées principalement sur la vente d'une partie de la ration mènent à des endettements assez élevés.

Les distributions sont en harmonie avec les standards : les points de distribution sont généralement accessibles et bien organisés et les réfugiés sont bien informés. Le ciblage par ménage assure la transparence et il existe une bonne coordination avec les acteurs de l'enregistrement. De manière plus spécifique, alors que dans le cas des ZAR le PAM assure le transport jusqu'aux points de distribution, le cas de Tabarey-Barey est à réviser sachant que la distribution a été concentrée dans un seul point (à cause du besoin de réseau internet pour réaliser l'enregistrement biométrique), ce qui a rendu le transport plus difficile pour les bénéficiaires et la distribution plus longue. En effet, les réfugiés ont affirmé que l'organisation de la distribution était meilleure en 2013 lorsque le partenaire distribuait sur cinq points au lieu d'un seul.

Quelques **succès spécifiques** annoncés par les personnes interrogées seraient : les partenariats de DGV (surtout à Ayorou et Tabarey-Barey), la relocalisation à Intikane et la prise en charge des populations hôtes y compris les retournés. Quelques **défis importants** soulignés sont, d'abord l'accès lors de la saison des pluies, surtout dans les zones d'accueil au nord. Par contre, il y a des entrepôts qui sont construits presque dans toutes les communes (et gérés par le DNPGCC) qui permettent un bon stockage des vivres. Les jeunes réfugiés des différents camps ont porté plainte sur le CSB qui leur provoque la diarrhée. À Abala ils préfèrent recevoir de l'argent et pas seulement des rations alimentaires.

À **Intikane et Tazalit (ZAR)** le PAM fut la première organisation à assurer les distributions pour les nouveaux arrivés avant la réinstallation et l'enregistrement. Les réfugiés ont été pris en charge pendant 4 mois sur le PRRO 20.051 avec une moyenne de bénéficiaires de 9.308 pour une quantité de 661.054 tonnes de vivres depuis mai 2012. À partir de juillet 2012 la moyenne des bénéficiaires servis est de 9.417 (Intikane) et 1.770 (Tazalit) pour une quantité totale distribuée de 3.600 tm. Les partenaires principaux des distributions sont la Croix Rouge Nigérienne et Action pour Le Bien-être (APBE). IRC est le gestionnaire d'Intikane et Akaras l'est de Tazalit. Malgré le faible nombre de bénéficiaires, les distributions s'étendent sur 7 jours car « les populations nomades viennent à compte goutte » et sont en mouvement constant. Même si les chefs de quartiers ont demandé au début à ce que le PAM et ses partenaires fassent les distributions à travers eux, les vivres sont remis directement par ménage. D'après les entretiens, les entrepôts sur les sites ne sont pas suffisants en volume et en conditions pour emmagasiner des stocks pour plusieurs mois. Les partenaires signalent que pour la période de pluies il serait nécessaire de conformer un stock tampon au niveau des sites de distribution d'au moins deux mois.

### **2.2.2 Résultats de la composante « Cash & Voucher »**

Il faut souligner le **succès indéniable** du pilote vouchers à Mangaize qui a commencé en avril 2013. Tous les acteurs qui y participent d'une manière ou de l'autre (préfecture, marchands locaux, ACTED, réfugiés) sont satisfaits et la répliation dans d'autres camps est quelque chose d'attendu, surtout à Abala où les conditions seraient favorables. Par contre, d'un point de vue administratif, le système voucher reste un peu lourd surtout pour les commerçants. Le système est en général bien organisé et bien contrôlé, la qualité des vivres est bonne et il n'y a pas eu de ruptures d'approvisionnement. Les réfugiés ont une préférence

---

<sup>4</sup> Riz 12 kg, légumineuses 3 kg, CSB 1.5 kg, huile 0.75 kg, sel 0.5 kg.

claire pour les bons qui permettent un plus grand choix pour une meilleure diversité alimentaire. La Préfecture de Ouallam est très satisfaite de l'approche vouchers car il implique les acteurs locaux et stabilise la situation des réfugiés. Le HCR Ouallam perçoit aussi les bons comme une bonne option car, entre autres, le transport des vivres est beaucoup plus difficile en raison des mauvaises routes et des questions de sécurité.

Les quantités vendues par mois sont principalement de riz (130 tm par mois), et ensuite de mil (15tm), haricots (8tm), huile (6tm), lait (6tm), sucre (3tm), thé (1tm), maïs (1tm) et rien de sorgho. Les commerçants font accorder des prêts aux réfugiés qui ensuite se retrouvent endettés. Bien qu'ils soient contents avec les bons, ils se plaignent du fait qu'ils ont besoin de plus d'argent pour acheter aussi du bois de chauffage, des condiments et de la viande qui est très chère.

Le **changement des prix** selon la saisonnalité est un **défi** pour le système voucher vu que la valeur du bon est fixée en faisant la moyenne des prix du marché plus hauts (pendant la soudure) et les plus bas (après les récoltes). La valeur était de 6000 FCFA/personne/mois puis elle a été fixée à 7000 car 6000 ne couvrait pas la totalité du panier alimentaire surtout si on tient compte du fait que les réfugiés achètent du riz (importé) qui est cher. Compléter les bons avec la poursuite de distribution de CSB semble adéquat. Or, il faudrait considérer le mixe de bons et cash (50/50) étant donné qu'une partie importante de la ration est effectivement vendue.

Un **succès notable** est le fait d'avoir pu recruter 7 commerçants qui ont formé une coopérative pour éviter la concurrence entre eux et qui ont loué l'entrepôt où se faisait la distribution des vivres. Chaque 3 mois ils débattent les prix avec le PAM. Ils veulent plus d'aide pour les déplacements car il y a un certain niveau de risque à subir.

Des **opinions contraires** ont été soulevées pendant les entretiens concernant la mise en place des vouchers dans d'autres camps. D'un côté, il ne paraît pas faisable pour l'instant car il n'y a pas de marché proche aux camps, et seulement 2 commerçants ont répondu à l'appel d'offre (ils ne se sont pas intéressés principalement à cause des raisons sécuritaires et les mauvaises conditions des routes). Or, l'opinion contraire soutient que le marché à Abala est suffisamment proche au camp et que très peu de commerçants ont répondu à l'appel d'offre parce qu'ils ne connaissent pas la méthode vouchers. Il faudrait les sensibiliser et les inviter à installer le magasin dans le camp (comme à Mangaize). Ceci a déjà été évoqué au PAM et au HCR.

Le système vouchers représente un **défi de coordination et de gestion** qui, d'après plusieurs personnes interrogées, pourrait encore s'améliorer entre les acteurs impliqués : le HCR, le PAM, la Commission d'éligibilité, la banque et les commerçants. Le HCR est responsable de la master liste et des sensibilisations. La master liste arrive parfois en retard ou bien, en l'absence d'une liste additive, il arrive que les réfugiés qui se présentent après la distribution des vouchers, ils ne peuvent plus y bénéficier et doivent attendre jusqu'à la suivante distribution. En outre, il y avait au début des retards significatifs pour que les commerçants reçoivent l'argent de la banque (ça prenait 15 jours). Or, le PAM a intervenu et maintenant ça fonctionne mieux ; la durée a été réduite d'une semaine.

### **2.2.3 Résultats de la composante « BSF »**

Le Blanket Supplementary Feeding (BSF) est composé de 200 g de CSB+ par jour par enfant de 6 à 23 mois ou de 24 à 59 mois. En 2012, 7,556 enfants de 24 à 59 mois ont été atteints. Le BSF a été introduit en raison des taux élevés de MAG dans tous les camps constatés en septembre 2012. Le PAM a donc commencé à exécuter le BSF en novembre 2012 avec des rations sèches. Les taux restaient par contre élevés, surtout à Mangaize. En conséquence le PAM a décidé de passer au **programme wet feeding** (rations cuites), à travers lequel les enfants mangent le repas préparé à la base de CSB+ sous la supervision des mères.

**Quelques défis** du programme avaient été soulignés : il est extrêmement cher (c'était seulement pensé pour 3 mois), le volet communautaire est un peu faible (en Wash et santé), les temps d'attente sont longs et, surtout, la participation en particulier des enfants plus jeunes (au-dessous de 36 mois) qui doivent être accompagnés par leur mères était basse. Au début, la ration était préparée trois fois par jour. Plus tard, depuis juin 2013, la fréquence a été diminuée à 2 fois par jour avec la même ration de 200g de CSB+ par jour, pour faciliter la logistique aux mères qui n'emmenaient pas toujours ses enfants au programme quand elles devaient bouger pour chercher des revenus. Les réfugiés sont généralement très satisfaits avec le programme. Des **succès** du programme doivent aussi être soulevés : le programme a permis un bon travail conjoint entre UNICEF, PAM, HCR et les partenaires de mise en œuvre (ACTED fait la prévention, sensibilisation et dépistage et KRC la prise en charge)<sup>5</sup>. Beaucoup d'ateliers et formations assez efficaces ont été organisés.

À Abala, en février 2014, la couverture était de 73% chez les enfants de 6-59 mois. Il y a eu une amélioration considérable des réfugiés malnutris pendant ces 18 derniers mois, en partie grâce aux sensibilisations et suivi faits porte à porte à toutes les femmes par ACTED et MSF.

Vers la fin de 2013, les taux de MAG ont montré des résultats très divers selon les enquêtes réalisées et les méthodes utilisées par les différents acteurs<sup>6</sup>. En effet, le programme aurait pu être arrêté lorsque les taux de MAG ont montrés être en dessous de 10%, ce qui était le cas dans tous les camps sauf à Tabarey-Barey et dans les ZAR. À la fin de décembre 2013, PAM avait décidé d'arrêter le wet feeding et commencer avec les rations sèches ; or, après des consultations avec le HCR, la décision a été finalement de faire un projet pilote de ration sèche seulement dans le camp de Tabarey-Barey et attendre aux résultats pour décider de l'introduire dans les autres camps.

Le **projet pilote de ration sèche** (pour remplacer le wet feeding) qui se fait dans le camp de Tabarey-Barey depuis mars 2014, chaque deux semaines à tous les enfants de moins de 5 ans, a connu quelques défis, ainsi que des défaillances : le manque d'étude de base, la grande probabilité de vente des rations en partie à cause du fait que les femmes pour faire la bouillie doivent acheter le feu de bois, le coût de main-d'œuvre élevé et la quantification et suivi des bénéficiaires. Parmi les réfugiés, seulement la moitié serait en faveur des rations sèches.

À Tahoua, le BSF a été exécuté entre aout et novembre 2012. À partir de janvier 2013 on a commencé aussi le programme wet feeding dans 6 centres (4 à Intikane, 1 à Chinouwaren et 1 à Agando). Les ONG ont peur que le PAM arrête le wet feeding. Elles trouvent que la situation a beaucoup amélioré mais aussi que les enfants ne sont pas encore résistants aux chocs ; arrêter le wet feeding pourrait encore une fois ruiner les résultats positifs achevés.

#### **2.2.4 Résultats de la composante « TSF »**

Le Targeted Supplementary Feeding (TSF) cible les enfants entre 6 et 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) avec malnutrition modérée, qui ont été dépistés dans les centres de santé pendant les distributions BSF. Les cas de malnutrition sévère sont pris en charge par UNICEF. En 2012, le TSF était prévu dans l'EMOP mais les cas ont été traités sous le PRRO. En 2013, le TSF n'était pas prévu mais finalement 2,253 bénéficiaires ont été atteints par l'EMOP.

La ration est composée de 200g de CSB++ par jour par personne mais dans certains cas on a utilisé le PlumpySup, qui est plus cher que le CSB mais conçu spécialement pour traiter la MAM. Le PlumpySup contient 534 Kcal et le CSB++ 760 Kcal par ration.

---

<sup>5</sup> Avant c'était Islamic Relief et MSF respectivement.

<sup>6</sup> Sauf dans la région ZAR, les partenaires du PAM ainsi que MSF ont trouvé des taux MAG au-dessous de 4%. Leurs enquêtes étaient basées sur la méthode de MUAC, or, en général, cette méthode donne des taux plus élevés que les méthodes SMART.

Les CRENAM en général semblent bien outillés. Or des problèmes ont été soulevés dans les ZAR. D'un côté, il y a seulement un CRENAM où la planification s'est avérée plus difficile que prévu puisqu'il y a eu souvent plus d'enfants qu'on ne l'avait attendu. En plus, il n'y a pas de CRENAS dans les ZAR, ce qui oblige les réfugiés dépistés avec SAM d'avoir à voyager jusqu'au CRENI de Tahoua qui se trouve à 120 kilomètres des ZAR, pouvant de ce fait leur empêcher de poursuivre d'autres activités.

De manière générale, l'exécution des partenaires du TSF et la coopération réciproque avec le PAM ainsi qu'avec les organisations responsables du volet médicale dans les centres de santé ont été bonnes dans tous les camps et les protocoles nationaux ont été suivis. En outre, pas de ruptures d'approvisionnement ont été enregistrées. Cependant, dans le cas de Tabarey-Barey, le traitement d'UNICEF de 7 à 10 jours a été critiqué comme étant trop court et donnant lieu à des cas de rechute, à cause peut-être aussi du manque de suivi.

### **2.2.5 Résultats de la composante « cantines scolaires »**

Les cantines scolaires au niveau du Niger ne sont pas exécutées dans les camps sous l'EMOP mais dans les communautés hôtes et sous le Programme Pays, ainsi que sous le nouveau PRRO. Les ONG et surtout UNICEF et HCR poussent à ce qu'elles soient incluses pour augmenter le taux de fréquentation dans les camps et sites d'accueil. Or, le besoin ou pas d'introduire les cantines scolaires doit tout d'abord être identifié sous la base de la couverture globale des besoins alimentaires apportée par le paquet alimentaire de l'EMOP. Sur ce point, le PAM considère que les élèves sont suffisamment couverts avec la ration familiale et que les limites budgétaires sont aussi une contrainte importante pour introduire les cantines. Ensuite, la décision sur l'introduction des cantines doit aussi se faire sous la base de diagnostics approfondis à partir desquelles on peut mener des activités de sensibilisations plus ciblées.

La **participation du PAM au cluster éducation**, conduit sous le lead d'UNICEF et co-géré par Save the Children, est très active. À travers le cluster, une proposition a été faite au PAM pour prévoir les rations des élèves réfugiés dans les écoles publiques à cantines proches des camps. Là où le camp n'est pas proche d'une école publique (cas de Tabarey-Barey et Intikane), l'argument a porté sur le fait qu'après le départ des réfugiés, ces écoles pourraient être des écoles publiques pour les populations autochtones. Aussi, les appuis ponctuels en cantines que le PAM pourrait fournir aux enfants réfugiés continueraient dans le cadre du développement. En dépit de cette proposition argumentée (qui, par ailleurs, ne paraît pas avoir été faite en conformité avec la carte scolaire.) e taux élevé d'absentéisme, les financements limités et des raisons de rupture d'approvisionnement sont des questions appuyées par le PAM pour ne pas considérer tellement pertinente l'introduction des cantines. L'argument contraire considère que l'absentéisme est justement lié au manque de ration et que le financement n'est pas un problème puisque, d'un côté le gouvernement veut inclure les réfugiés dans les cantines pour qu'il n'y ait pas de différence entre les réfugiés et les communautés hôtes vis-à-vis les programmes éducatifs, et de l'autre, les bailleurs semblent être intéressés à financer l'alimentation scolaire.

À Abala, IRC et Acted travaillent dans les écoles à l'intérieur du camp. Il y a une bonne collaboration entre le HCR et ACTED. Pour traiter les enfants inactifs ou violents, ASA fait des activités complémentaires de protection, en partenariat avec le HCR à travers 3 volets, SGBV, protection de l'enfant et services communautaires. Comme à Mangaize, beaucoup d'élèves ne reviennent plus en classe après la pause de la matinée, ce qui fait que les partenaires soient plutôt en faveur de l'introduction des cantines.

Les **taux de fréquentations dépendent des camps** et de la provenance ethnique et géographique (régions de Mali) des réfugiés selon plusieurs personnes interrogées. Les filles fréquentent moins l'école que les garçons, surtout à partir des niveaux 5 et 6. Quoique les causes de cela ne soient pas démontrées, une des raisons possibles, exprimée par un des

informateurs clés, ce sont les mariages précoces. Des sensibilisations sont faites mais la fréquentation n'est pas constante.

Ajouter la modalité d'alimentation scolaire dans le paquet d'aide de l'EMOP au Niger, ne devrait pas se faire sans revoir l'ensemble du paquet, voire les autres modalités. En effet, vu que les besoins alimentaires paraient être déjà couverts par la DGV, introduire l'alimentation scolaire pourrait se justifier pour répondre à des objectifs éducationnels mais uniquement dans le cas exceptionnel où il y aurait des taux de fréquentation dramatiquement faibles, ce qui n'est pas le cas.

### **2.3.1. Facteurs internes qui influencent l'achèvement des résultats de l'EMOP au Niger**

Atteindre de manière satisfaisante les résultats de l'EMOP dépend en grande mesure de la façon dans laquelle les problèmes opérationnels sont identifiés et résolus. Pour éviter ou résoudre les problèmes de mise en œuvre il est certainement nécessaire d'avoir un système de suivi/évaluation ainsi que des outils de gestion interne qui soient efficaces.

Le PAM a démontré avoir des **points forts de suivi/évaluation** favorables à une mise en œuvre adéquate. Tout au long de la période de l'EMOP, le PAM a fait au Niger des efforts constants pour améliorer son système suivi/évaluation. En général, les partenaires ont noté avec satisfaction leur partenariat avec le PAM et le bon retour que le PAM leur fait sur leur mise en œuvre. Le système ATOMS qui regroupe toutes les données concernant le nombre de bénéficiaires et tonnage des activités de distribution de chaque sous-bureau a l'objectif principal de mieux capter les données transmises par les partenaires coopérants.. Un autre outil, la matrice de suivi des recommandations (base de données excel) capture les noms des sites visités, les recommandations adressées à chaque partenaire, le besoin de retourner dans les sites, et si oui ou non les recommandations ont été appliquées. Les rapports PDM ont à leur tour l'objectif d'évaluer la qualité, les *outcomes* identifiés, les indicateurs de stratégie de survie, etc. Ce sont des rapports qui servent vraiment de base pour développer les documents SPR et les rapports aux bailleurs qui montrent les impacts de l'opération. En outre, l'usage du nouveau système régional COMET compte sur un nouveau staff recruté au niveau de Niger. Tous ces outils font la preuve de l'effort et volonté d'amélioration et de rigueur technique dans les activités de suivi du PAM.

Or, quelques **faiblesses et difficultés** ayant pu influencer négativement les résultats ont été aussi identifiées. Si bien que le PAM compte sur tout un paquet d'outils pour regrouper les données de suivi, l'usage de ces données reste encore un défi. Par exemple, il est encore difficile à identifier quelles sont les recommandations qui ne sont systématiquement pas mises en œuvre. Les partenaires considèrent que plus d'échange d'information pourrait se faire. Par exemple, les rapports de suivi mensuels sont seulement partagés à niveau national (avec les sous-bureaux). Le premier rapport PDM de l'EMOP a été développé très tard, en janvier 2013, et a été seulement partagé avec les partenaires.

En outre, les partenaires signalent que le suivi des équipes du PAM dans les ZAR se produit dans 1/3 des distributions. Ils estiment que la présence du PAM est très positive et devrait être plus fréquente, car ils renforcent les capacités, ils assurent le suivi des mesures des rations et ils sensibilisent les populations.

D'autres personnes interrogées ont signalé que l'impact du *wet feeding* n'est pas bien suivi. Or, il faut noter en faveur du PAM que les activités *wet feeding* sont extrêmement difficiles à suivre à cause des mouvements des réfugiés.

En terme de mise en œuvre, même si un protocole programmatique existe et que le PAM a fait des présentations sur le plan opérationnel *wet feeding*, les partenaires interrogés ont trouvé que les fonctions de dépistage, suivi et prise en charge du programme *wet feeding* pourraient encore être mieux définies. En plus, un partenaire a dû solliciter au PAM de reprendre les réunions mensuelles concernant le *wet feeding* qui s'étaient arrêtées. Elles ont repris en mars 2014.

Concernant **la gestion et la logistique**, en termes de volume et de tonnage, l'EMOP représente une faible proportion par rapport au reste des opérations en cours dans le pays. L'EMOP n'a pas exigé d'importants efforts supplémentaires : le nombre de personnes est resté le même au département logistique. La flotte du PAM dans le pays est resté également la même : 5 camions pour le transport de petit tonnage, la plupart des achats se faisant avec des transporteurs privés. Au niveau des entrepôts et magasins, le PAM a également mis au service de l'EMOP l'infrastructure existante au préalable à Niamey. Les partenaires sont responsables de l'acheminement des denrées depuis la capitale.

Les temps d'acheminement des denrées jusqu'au Niger sont très longs, parmi les plus hauts des opérations du PAM : plus de 15 jours depuis Cotonou, et plus de 18 jours depuis Lomé et Téma dans le meilleur des cas. Avec des procédures de dédouanement lourdes, le lead time peut atteindre en moyenne les trente jours depuis les ports de référence et donc plusieurs mois au total depuis l'achat à l'international. Ceci implique que le système d'approvisionnement général de l'EMOP doit se programmer au minimum trois mois en avance. Lorsque les denrées sont achetées à niveau local et régional le lead time peut se réduire considérablement.

En dépit des complications logistiques, l'opération EMOP étant bien financée, il n'y a pas eu de problèmes de ruptures d'approvisionnement considérables. Les difficultés ponctuelles ont été contournées grâce aux emprunts de vivres entre les différents projets à l'interne et au niveau régional ainsi que, dans les derniers mois de 2013, à travers la substitution de certaines denrées.

**La plus grande difficulté confrontée au niveau d'approvisionnement** des vivres a été l'écart entre le tonnage acheminé et le nombre réel de bénéficiaires. Ces difficultés de programmation ont impliqué le prépositionnement de grandes quantités difficilement attribuables aux projets, un problème présent en particulier avec les denrées avec des dates de courte pérennisation (CSB).

Aussi, l'opération dans les ZAR a supposé un défi logistique pendant la saison de pluies (juin-août). Les routes deviennent impraticables entre Tahoua et les deux points de distributions, ce qui pose la question d'entreposage dans ces deux points. Pour l'instant le magasinage se fait toujours au niveau de Tahoua, ce qui rend l'acheminement difficile pendant la saison de pluies. Il a été aussi noté que les Standards SPHERE ne sont pas toujours respectés dans les ZAR.

### **2.3.2 Facteurs externes qui influencent l'achèvement des résultats de l'EMOP au Niger**

La bonne **coordination entre les partenaires** est une des conditions essentielles pour une réponse efficace. La collaboration du PAM avec l'UNICEF et le HCR se fait

principalement par le biais de réunions régulières, sectorielles et aussi thématiques sur les réfugiés. Plus concrètement, l'UNICEF est le lead de 4 clusters (nutrition, éducation, protection de l'enfant, et wash). Les réunions cluster se font de manière hebdomadaire, les task force chaque 15 jours, et les réunions inter-cluster une fois par mois. Les réunions du HCR de coordination sur les réfugiés se font tous les jeudis (un jeudi sur les réfugiés maliens, le suivant sur les réfugiés nigériens).

La **coordination entre le PAM et le HCR** depuis le début de la crise est perçue par les deux agences comme étant assez positive, le PAM ayant mis à la disposition du HCR sa structure dans le pays. Ceci a permis de « prendre des risques ensemble » (ex : modalité Cash & Vouchers, innovation techniques, etc.) et de viser conjointement la transparence entre les organisations. À son tour, le HCR a mis en place le système de cluster, avec les réunions de coordination annoncées ci-dessus. Avant la crise malienne, OCHA exerçait la coordination à travers les clusters de Sécurité Alimentaire, Protection, Education et Santé. Avec la crise, le HCR a ouvert son bureau et coordonné le groupe multisectoriel.

Il a été néanmoins rapporté lors des entretiens qu'il existe **quelques éléments à améliorer dans le système de coordination** : les résultats nutritionnels ne sont pas suffisamment discutés dans le cluster ; alors que le MoU des trois agences (UNICEF, PAM, HCR) fait appel à la multisectorialité, l'intervention dans les camps en termes de protection de l'enfant a été un peu limitée, surtout en 2012 ; le HCR manque un peu de transparence concernant ses partenariats ; et les réunions pré et post distributions entre le HCR et le PAM devraient toujours se faire avec peu de décalage par rapport aux distributions mêmes, ce qui n'est pas le cas.

En outre, OCHA avait un bureau pays depuis 2005, à la différence de la Mauritanie et du Burkina Faso, qui comptait avec un HAT (*Humanitarian Advocacy Team*) pour soutenir la coordination du bureau de Dakar. Étant donné que la région de Tillabéry est la zone la plus vulnérable (insécurité alimentaire, insécurité, choléra et inondations), la population bénéficiait déjà des programmes. Il existait en effet avant la crise un plan de réponse (OCHA et PAM) qui intégrait la contingence d'un afflux de réfugiés. En même temps, le gouvernement a poussé à prendre en compte les populations hôtes et la protection environnementale, et à faciliter l'entente avec les réfugiés.

Cependant, l'**attention portée sur les réfugiés** n'est pas toujours dans l'ordre du jour quoique les activités de l'EMOP soient intégrées dans le SRP régional. Les documents stratégiques régionaux n'incluent pas beaucoup de directrices pour les contextes de réfugiés, mais la feuille de route pour une approche régionale pour l'Afrique de l'Ouest avertissait déjà en octobre 2013 du besoin d'élaborer « une stratégie à moyen et à long terme pour les populations réfugiés et des personnes déplacées dont le déplacement est de nature prolongée »<sup>7</sup>.

La stratégie sur la manière dont l'aide aux réfugiés doit continuer doit être conçue sur la base de la **diminution croissante des fonds**. Le PAM avait déjà prévu par exemple que si les fonds diminuaient à partir d'avril 2014, il utiliserait les fonds multilatéraux et/ou le budget régional pour continuer avec la modalité vouchers. Le budget de 2013 de la Commission Européenne a été réduit de 50% et en 2014 de 25%. Ceci a un impact dans toute la réponse en sécurité alimentaire. Or le PAM bénéficie cette année de la ré-augmentation du budget car la réponse nutritionnelle est la priorité à financer.

La **gestion opérationnelle** à niveau des camps est assez bonne. À partir de janvier 2014, c'est une seule ONG, ACTED, qui s'occupe de la gestion dans tous les camps et de la distribution générale, les objectifs étant de trouver une meilleure qualité et couverture dans la réponse, d'harmoniser les méthodes opérationnelles au travers les camps et de faciliter la préparation des stratégies. Avant même de cette approche, les petites difficultés de mise en

---

<sup>7</sup> Roadmap for a Regional Approach for West Africa, October 2013.

œuvre ou mauvaises pratiques de la part de certains partenaires n'ont pas vraiment donné lieu à des problèmes majeurs.

Les **facteurs contextuels** tels que les tensions ethniques à l'intérieur des camps, le difficile accès à certains sites pendant les saisons de pluies ou bien les problèmes sécuritaires n'ont pas été non plus des facteurs spécialement restrictifs pour le déroulement et achèvement des résultats de l'EMOP.

### **2.3.3 Facteurs transversaux : Genre et protection**

Quoique l'opération EMOP au Niger n'ait pas connu de graves problèmes ni en termes de genre ni de protection, il y a quelques éléments importants à souligner.

Le programme wet feeding, surtout quand la ration était délivrée trois fois par jour, a pris beaucoup de temps aux femmes qui, devant emmener leurs petits enfants, ont dû sacrifier d'autres activités y incluses les AGR. Les possibilités d'améliorer l'autonomisation des femmes ont aussi été restreintes par le fait que les cartes de rationnement soient données aux chefs de ménage, c'est-à-dire aux maris. Les femmes se sentent sécurisées à l'intérieur des camps, ce qui est une des raisons pour qu'elles veuillent avoir plus d'occupations et former des groupements AGR de femmes réfugiés ou mixtes avec les femmes des villages environnants. Il n'y a donc pas de cas de violence enregistrés contre les femmes lorsqu'elles vont chercher le bois de chauffe ; à Tabarey-Barey il n'y a même pas de risque puisqu'elles sont obligées à l'acheter auprès des communautés hôtes.

Il y a par contre de nombreux cas de mariages précoces dans tous les sites de réfugiés mais surtout dans les ZAR où 673 cas de femmes à Intikane et 76 à Tazalit ont été identifiés à risque par le fait d'être des femmes chefs de ménages et filles seules. En outre, les taux de malnutrition chez les garçons sont plus élevés que chez les filles, d'après le PDM de décembre 2013; or les raisons ne sont pas connues. Les causes des taux d'absentéisme des élèves plus élevés cette fois-ci chez les filles (surtout dans les niveaux 5 et 6) sont attribuées en grande mesure aux mariages précoces, mais il n'y a pas vraiment d'études approfondies qui l'aient démontrées.

En termes de protection, il n'y a pas de problèmes majeurs ; pas de criminalité, pas de SGBV, ni d'abus notoires. L'intégration (et cadres de concertation) avec les communautés d'accueil, ainsi que la flexibilité d'intégrer les retournés nigériens sont conçues comme des éléments très positifs. Il y a aussi une bonne perception de la part non seulement des femmes mais aussi des jeunes garçons, des adultes et des personnes âgées sur les conditions de sécurité. Les distributions DGC n'ont pas connu d'incidentes majeurs. Il y a peu de cas d'enfants non accompagnés puisqu'ils sont dans la plupart des cas pris en charge par d'autres familles.

Les **activités de protection** sont menées presque uniquement par le HCR et ses partenaires ONG. Lors des enregistrements, la coopération du HCR et la Commission Nationale d'Égibilité (CNE) a été très positive. Elle s'est basée sur : la confiance (fiabilité des listes et communication fluide) ; un dispositif de sécurité qui a promu l'identification des réfugiés au niveau des points d'entrées à la frontière afin d'éviter des infiltrations de porteurs d'armes ; et un programme de soutien à la CNE (VERR).

Le PAM suit quelques mesures minimales de protection qui sont incluent dans ses procédures standards opérationnelles et dans sa politique de protection mais plusieurs personnes interrogées ont considéré que le PAM pourrait et devrait faire plus comme par exemple participer davantage dans le cluster de protection, avoir des points focaux protection ou faire des formations. Aussi, l'identification dans les ZAR des vulnérables et traçabilité des familles –mobiles et éparpillées- reste un défi. L'approche multisectorielle du MoU entre UNICEF, PAM et HCR est un appel pour qu'il y ait plus d'attention portée, et de manière conjointe, aux secteurs transversaux.

## Annexes

### **Annexe 13.1.: Aspects principaux de l'exécution de l'EMOP et de la situation dans chacun des camps et zones d'accueil**

Une description de quelques aspects principaux de l'exécution de l'EMOP et de la situation dans chacun des camps et zones d'accueil, est présentée à continuation. Il faut noter que cette description, ainsi que la totalité de ce rapport de pays est un produit résultant de toute l'information recueillie et croisée lors de la mission au terrain.

**Camp de Mangaize:** selon les partenaires du PAM, la cohabitation entre les réfugiés à Mangaize n'est pas la meilleure comparée aux autres camps. L'intégration avec les communautés hôtes n'est pas non plus excellente. La plupart des réfugiés nomades de Mangaize proviennent de Menaka au Mali. L'ethnie prioritaire est la touareg (82%) suivie de très loin par la songhai (9%), arabe (4%), hausa (3%) et peuls (2%). Le besoin prioritaire exprimé par les réfugiés est l'aliment, suivi de l'abri et les vêtements. Aux ménages les plus vulnérables on leur a distribué du bétail dès leur arrivée. L'horticulture est en train d'être élargie mais les possibilités de travail demeurent limitées. Les réfugiés bénéficient de la présence de l'école et du centre de santé qui prévoit le traitement MAM et SAM (CRENAM, CRENAS) et qui est pris en charge d'abord par MSF Suisse, maintenant par Croissant-Rouge du Qatar. La prévalence est plus ou moins la même parmi les réfugiés et les communautés hôtes. Une épidémie de rougeole en début 2013 a touché 80 % des réfugiés. Très peu de cas d'anémie ont été par contre constatés. Peu de réfugiés femmes assistent au centre pour la maternité. Les femmes à Mangaize se sentent sécurisées et ont accès à tous les services de base. Or, la majorité a la volonté de retourner au Mali, elles attendent le rapatriement organisé, car elles sentent ne pas avoir trop d'activités à faire (pas d'AGR). Les hommes sont un peu plus satisfaits avec leurs activités dans les champs mais désirent aussi de partir au Mali. Le camp de Mangaize a été le contexte pilote de l'introduction en avril 2013 de la modalité vouchers qui représente un des principaux succès de l'opération régionale. Des travaux de protection par ASA et de WASH par ACTED (en dehors de l'EMOP) sont aussi à souligner.

**Camp d'Abala:** est considéré le 'camp modèle', très organisé et bien intégré avec le village. Le centre de santé se trouve à l'extérieur du camp et il y a un grand marché à côté du camp. Le pâturage est par contre limité. Beaucoup de mouvements ont lieu ; en fin 2013, pas mal de réfugiés sont rentrés au Mali. À l'unanimité il a été relevé un très bon niveau de cohésion avec la population hôte avec qui des liens de parenté et des mariages existent. Les communautés leur ont accueillis dès leur arrivée et ensuite OIM s'est chargé de leur transfert dans le camp en mars 2012. Il y avait déjà de l'eau partout dans le camp avant qu'ils n'arrivent; Islamic Relief et la Croix Rouge Nigérienne et ACTED leur ont assistés en provision d'aliments et NFI (tentes, savons, etc) et ASA a distribué des pagnes, des chèvres et des moutons pour 50 ménages ciblés. Le comité, formé de 36 personnes (18 femmes/18 hommes), réclame les primes qui leur été données dans le passé (par Islamic Relief). Comme points positifs, ils soulignent le gaz distribué par Oxfam, les maisons construites pour les personnes à besoins spécifiques (Acted), le jardinage développé par les femmes, initiative propre du comité, à travers lequel l'alimentation se voit un peu améliorée, l'accès à l'eau, la gratuité de l'école et la prochaine construction d'une école secondaire à l'intérieur du camp. Les jeunes réfugiés sont engagés dans des travaux journaliers et une grande partie fréquente l'école secondaire. Les activités d'alimentation scolaire et le wet feeding fonctionnent généralement bien. Les personnes interrogées du village environnant affirment clairement aimer la présence des réfugiés grâce à laquelle leur vie a été améliorée : ils ont plus d'accès à l'eau, aux fours pour cuisiner, les soins de santé sont gratuits, le prix du riz a diminué sur le marché et les activités de petit commerce en général se sont développées, notamment la vente des certaines denrées telles que les feuilles de Moringa et de choux et la patate douce.

**Camp de Tabarey-Barey :** en 2012, les réfugiés ont inhabité 5 sites spontanés ; maintenant, le camp a 5 quartiers avec les noms des sites spontanés. 85% des réfugiés sont

des nomades parmi lesquels 80% de touaregs, 15 % songhai, 4% de peuls et 1% arabes. Les autochtones leur ont bien accueillie et quelques réfugiés arrivent à faire des travaux champêtres journaliers. Leur relation, arbitrée par le Maire de Ayorou, est gérée à travers de cadres de concertation et de réunions tous les mois. L'emplacement est assez isolé et il y a peu de terres de pâturage. Par contre, l'horticulture se fait sur une échelle relativement grande. Les latrines ne sont pas très utilisées. Le CSI est pris en charge par MSF Suisse et Qatari Red Cross. L'accès à l'eau est bon; elle est prise du fleuve, traitée et ensuite transportée par des camions aux camps et stockée. ACTED est responsable de la DGV et aussi de la distribution de ration sèche composée par 6 kg de CSB + par mois/enfant de 6 à 59 mois. Un défi important est le fait que les réfugiés ne peuvent pas aller chercher du bois car les communautés d'accueil n'acceptent pas le déboisement. En conséquence, ils doivent vendre 1 pot de riz ou payer 200 FCFA pour un à deux jours de bois. Seul un petit nombre de réfugiés souhaitent retourner de façon immédiate.

**Tahoua et zones d'accueil (ZAR) :** Des zones spontanées dans les communes de Tillia et de Tasara ont émergé à 12 et 18 km de la frontière après le début de la crise malienne. Dans les points de regroupement à la frontière, les populations autochtones ont aidé les réfugiés avec des aliments et en leur donnant accès aux points d'eau avec des puits traditionnel (Mentes) et bombes à eau (Midel). Les principes humanitaires liés à la protection et la sécurité ont conduit à relocaliser les réfugiés plus loin de la frontière dans les nouveaux sites de Intikane (en avril 2013) et Tazalit (en juin 2013). 11.341 réfugiés ont été recensés initialement dans les ZAR. En plus des réfugiés, un grand nombre de retournés nigériens ont trouvé refuge dans les ZAR, 2.902 retournés nigériens soit 20,4% du total du caseload des DGV. La relocalisation est le fruit d'une négociation entre les populations, les autorités, le HCR et le PAM. Initialement les réfugiés ont souhaité de rester au niveau de la frontière pour prendre soin des troupeaux et rester près de leur endroit d'origine. Finalement ils ont compris et accepté de recevoir l'aide dans les deux principaux camps de Intikane et de Tazalit à condition de pouvoir se déplacer avec leurs bétails et de pouvoir vivre par clan d'affinité. Les partenaires de mise en œuvre sont la Croix Rouge Nigérienne et Action pour Le Bien-être (APBE). Les ZAR sont des zones traditionnellement de passage et pâturages pour les communautés pastorales. Le couloir traverse toute la région de Tahoua depuis le nord du Mali jusqu'au Nigéria. La présence des populations pastorales ne génère normalement pas de conflits avec les communautés autochtones composées d'agriculteurs, dans le sud, et d'éleveurs dans l'ensemble du territoire. Cependant, le bétail fait pression sur les ressources naturelles déjà limitées en pâturage et eau. Il n'y a pas de gratuité des soins de santé. Il existe une grande mobilité ; les petits groupes mobiles dispersés fait plus difficile la prestation de services et la protection. Les frontières sont poreuses et les réfugiés continuent d'arriver. A la différence d'autres déplacements, les populations arrivées dans la région de Tahoua sont 100% nomades et proviennent surtout de la région Nord du Kidal. Des défis principaux se posent par rapport aux questions suivantes : comment assurer la protection d'une population mobile ? Et comment appliquer les standards Sphere?

## Annexe 13.2.: Vue d'ensemble des résultats 2012-2013 (outputs et outcomes)

### Outputs 2012

Figure 7: Nombre prévu/réel de bénéficiaires par catégorie d'âge (2012)

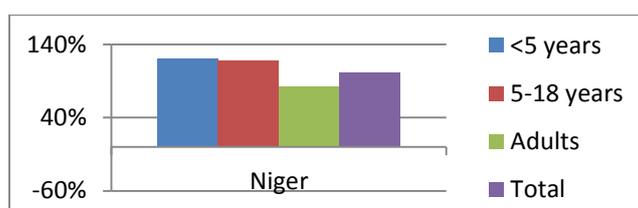


Tableau 20: Nombre prévu/réel de bénéficiaires par type d'activité (2012)

Catégorie de bénéficiaire (selon modalité d'aide)	Nombre prévu	Nombre réel	% réel v. prévu
Bénéficiaires DGV	60.000	60.909	101,50%
Enfants de 6 à 23 mois/TSF	506	0	0,00%
Enfants 24 à 59 mois/ TSF	694	0	0,00%
Enfants de 6 à 23 mois /BSF	4.800	2.944	61,30%
Enfants 24 à 59 mois/BSF	0	7.556	-
Femmes enceintes et allaitantes	432	0	0,00%
Bénéficiaires cash&vouchers	30.000	0	0,00%

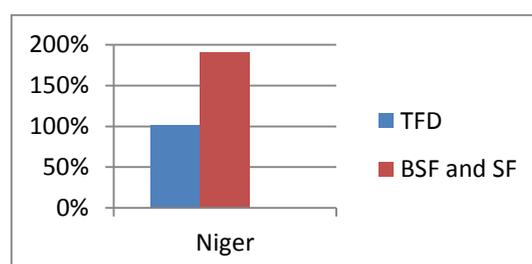
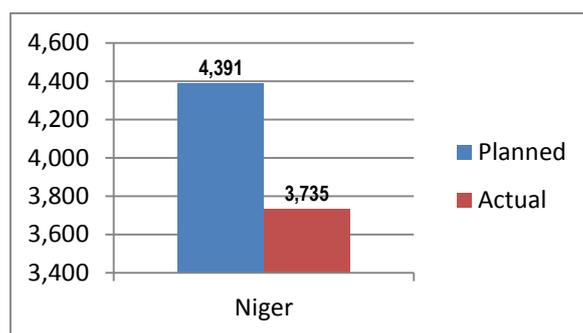


Tableau 21: Quantité prévue/réelle de vivres distribués (tm) (2012)

Distribution alimentaire	Distribution Prévue (tm)	Distribution Réelle (tm)	% Réelle v. Prévue
Haricots	-	234	-
Mélange maïs-soja (CSB)	623	240	38,6%
Riz	3.546	3.080	86,9%
Pois	-	1	-
Huile végétale	22	180	81,3%

Total	4.391	3.735	85,1%
-------	-------	-------	-------



#### Observations :

- Le nombre total d'enfants vulnérables âgés de 6-23 mois couverts par BSF a été plus faible que prévu, car il y avait moins d'enfants réfugiés dans cette tranche d'âge que prévu.
- Le groupe d'âge ciblé pour le BSF a été étendu aux enfants de 6-59 mois pour aider à stabiliser les taux de malnutrition aiguë globale critiques dans les camps de réfugiés.
- Le PAM a distribué aux enfants âgés de 6-23 mois de Super Cereal plus comme ration sèche en Août et Septembre. En Décembre, le PAM a étendu le programme à tous les enfants âgés de 6 à 59 mois, en fournissant les céréales Super Plus comme une ration humide trois fois par jour.

## Outputs 2013

**Tableau 22. Nombre prévu/réel de bénéficiaires par catégorie d'âge (2013)**

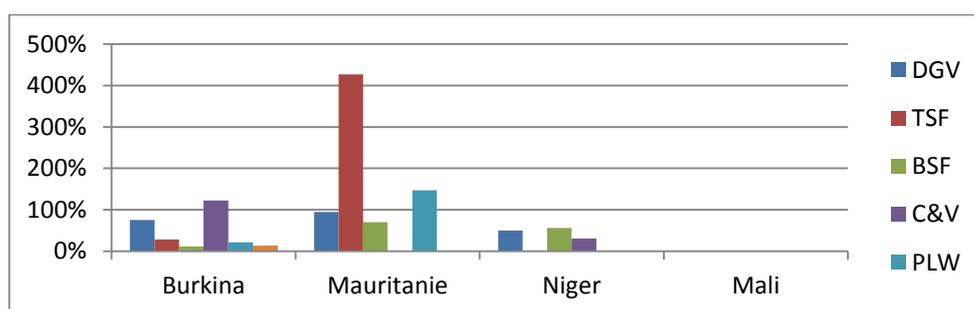
Nombre de bénéficiaires (réfugiés)	Prévu	Réel	% Réel v. prévu
Enfants <5 ans	19.731	10.631	53,9%
Enfants 5 - 18 ans	36.858	21.432	58,1%
Adultes	50.411	21.304	42,3%
Total bénéficiaires 2013	107.000	53.367	49,9%
Total bénéficiaires 2012	60.000	60.909	101,5%

•

**Tableau 23: Nombre prévu/réel de bénéficiaires par type d'activité (2013)**

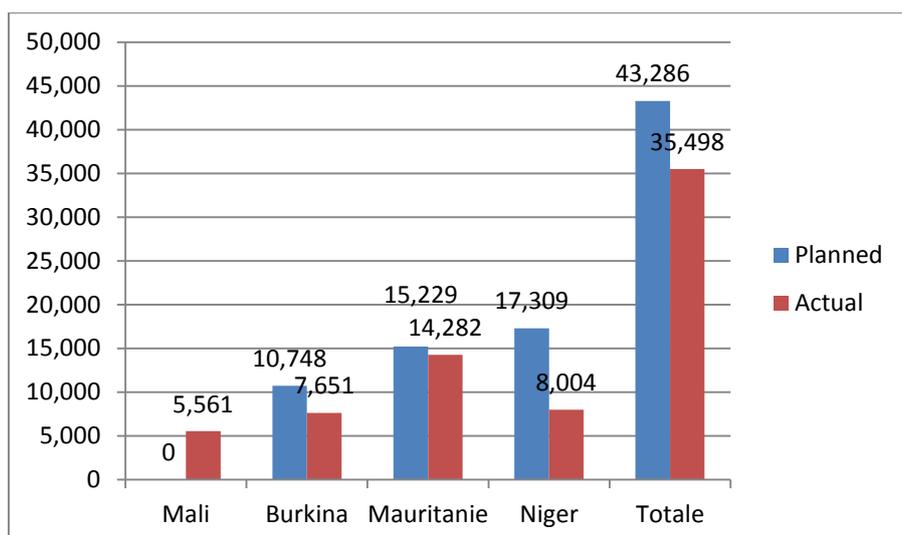
Catégorie de bénéficiaire (selon modalité d'aide)	Nombre prévu	Nombre réel	% réel v. prévu
Réfugiés	107.000	45.708	42,7%
Retournés	0	7.659	-
Enfants de 6 à 23 mois/TSF	0	317	-

Enfants 24 à 59 mois/TSF	0	743	-
Enfants de 6 à 23 mois /BSF	15.000	2.520	16.8%
Enfants 24 à 59 mois/BSF	0	5.895	-
Bénéficiaires cash&vouchers	30.000	9.286	31%
Bénéficiaires DGV/ targeted food distribution/assistance (DGV-TFD/A)	107.000	53.367	49,9%
Femmes enceintes et allaitantes/TSF	0	1.193	-



**Tableau 24:Quantité prévue/réelle de vivres distribués (tm) (2013)**

Distribution alimentaire	Distribution Prévue (tm)	Distribution Réelle (tm)	% Réelle v. Prévue
Haricots	2.847	721	25,3%
Mélange maïs-soja (CSB)	2.301	1.179	51,2%
Sel	142	47	33%
Riz	11.388	4.774	41,9%
Sorgho/mil		380	
Pois		575	
Huile végétale	712	329	46,2%
<b>Somme</b>	17.390	8.004	46%
Total 2013	43.367	35.498	81,9%
Total 2012	60.290	22.486	37,3%



## Outcomes 2012-2013

Tableau 25. Outcomes 2012-2013

		Base line	SPR 2012	SPR 2013	Target (BR5)
<b>1. Improved food consumption over assistance period for targeted households</b>					
<b>Food Consumption score</b>					
Niger	Households acceptable FCS		43.9%	53.2%	80% together
	Households borderline FCS		29.8%	26.2%	
	Households poor FCS		26.3%	20.6%	<20%
<b>2. Stabilized levels of acute malnutrition in children 6-59 months old in targeted areas</b>					
<b>Prevalence malnutrition 6-59 months</b>					
Niger	Weight-for-height children under 2	26.1%	29.1%	13.6%	
	Prevalence of acute malnutrition (GAM)	18.5%	18.6%	8.6%	<15%
	Supplementary feeding recovery rate	87.1%		97.5%	
	Supplementary feeding default rate	4.9%		2.5%	
<b>Attained</b>					
<b>Not attained</b>					
<b>Not available</b>					
<b>Not foreseen</b>					

### Annexe 13.3 Liste des personnes rencontrées

Niger			
Date	Organisation	Nom	Position
2 mars'14	PAM Niger	Benoit Thiry	Representative and Country Director
		Tito Nikodimos	Deputy Country Director
3 mars'14	PAM Niger	Giorgi Dolidze	Programme Officer / Cash&Vouchers
		Allison Osterman	Monitoring and Evaluation Officer
		Toudjanialou	Programme Officer /Rural Dev.
		Darlene Raphael	Nutrition Officer
		Susan Bounford	Ressources and Reporting Officer
		Amina Sourage	Assistante au Programme (éducation)
3 mars'14	PAM Niger	Mohamed Khaïlou	National Finances Officer
		Ismaël	
3 mars'14	PAM Niger	Aline Rumonge	Head of Logistics
3 mars'14	UNICEF Niger	Fitsum Assefa	Sr. Programme Officer Nutrition
3 mars'14	UNHCR	Adossi Koffi Dodzi	Représentant Adjoint
		Natoy Allah Romain	Chef de bureau-Ouallam
		Barry Ahmadou	Livelihoods Officer
3 mars'14	OCHA	Olivier Eyenga	Humanitarian Affairs Officer
			Chief, Field Coordination Unit
3 mars'14	UNICEF	Odile Bulten	Emergency Specialist
		Abdelkadir Renejoly	Education Officer
		Dr. Boureima	Nutrition Officer
3 mars'14	ACTED	Nicolas Casale	Représentant
	ACTED	Sarmadji Mahamat	Programme manager
	CRN	Allagouma Mamane	DM/CRN
	CRN	Issiakori Gaoh	Watsan
	Plan Niger	Abdelkader Ibrahim	Food assistant
3 mars'14	DNPGCCA	Goni Boulama	Secrétaire Permanent
3 mars'14	Cabinet du Premier Ministre	Saadatou Barmou	Coordonnatrice de la Cellule de Coordination Humanitaire
3 mars'14	Islamic Relief	Abou Amadou	Chargé santé nutrition
		Baikissa Kassoum	Nutritioniste
		Ibrahim Garba	Coordinateur Programme Sécurité Alimentaire
3 mars'14	MSF Suisse	Federica Alberti	Chef de mission-adjointe
4 mars'14	UNHCR Ouallam	Romain Natoy Allah	Field Officer Ouallam
4 mars'14	UNHCR	Aicha Taybi	Public Health Officer
5 mars'14	PAM Niger	Hama Dodo	Assistant Programme Ouallam
5 mars'14	UNHCR Niger	Barry Ahmadou	Livelihoods Officer
6 mars'14	IRC	Daouda Sani	CYPD Officer
	ASA	Antoinette Reglan	Administrateur terrain Protection
	-	Mahomadou Haloli	Administrateur école camp Abala
7 mars'14	ECHO Niger	Wim Fransen	Chef de Bureau
7 mars'14	ECHO Niger	Jean De Lestranger	Assistent Technique
7 mars'14	UNHCR Niger	Karl Steinacker	Representative
7 mars'14	USAID/FFP	Ahmadou Ndiade	Food for Peace Officer Niger
7 mars'14	PAM Niger	Amina Sourage	Assistante au Programme (éducation)

## **Annexe 13.4: Bibliographie**

La liste bibliographique contenue ci-dessous appartient aux documents consultés pendant la première phase de conception de l'évaluation auxquels il faut rajouter les documents régionaux qui apparaissent dans la bibliographie générale (annexe 6). Il faut noter que cet annexe pays a été fait principalement sous la base de toute l'information recueillie des entretiens et qui a été croisée par l'équipe pendant la mission au terrain.

### **Documents de projet**

Operational plan & pipelines documents  
Révisions Budgétaires EMOP 200438, 2, 3, 4, 5  
Niger Reg EMOP 200438 BR4 Template 8Nov2013  
ODD Regional EMOP200438 - Logframe BR4- Final (04 11 2013)  
Reg EMOP 200438 Niger BR 4 Ext 1 yr 29 Oct 2013  
Regional EMOP 200438 - June-Dec 2012  
RMU Comments Niger EMOP 200438 BR4 8nov 2014 (2) 8Nov2013

### **Stratégies Bureau Pays**

Note de Strategie pour l'amelioration de l'etat nutritionnelle des enfants  
Proposition d'un paquet d'interventions\_Juin 2012

### **Rapports d'évaluation**

Rapport Etude de marchés - camps de réfugiés - version finale  
Termes de Reference-Mission camps de réfugiés vfinale  
SMART Survey Results August 2012  
SMART Survey Results\_May-June 2013  
Evaluation Framework - Cash Voucher Programme à Mangaize  
Executive brief JAM  
La mission de prise de contact initié du 02 au 04 mai 2013  
Plan de Soutien préliminaire, 2013  
Rapport conjoint évaluation marchés et stock juin\_2013  
Rapport de l'atelier Cash Voucher Sept 2013  
Rapport d'évaluation préliminaire du Niger 2013 31113\_Vp05112013  
Rapport\_Final\_étude sur interrelations P Insécurité alimentaire  
Rapport\_PAM\_Niger\_26-12-12  
Situation phytosanitaire provisoire au 10 octobre 2013  
Situation\_past\_Mission\_FEWS\_CILSS\_FAO  
Synthèse résultats provisoires\_Campagne pastorale \_2012\_2013  
JAM\_2013\_Rapport\_final\_Draft\_v\_KSt\_06Mars

### **Rapports de suivi**

2012\_00837\_FR\_01\_01\_22 nov-12  
ECHO EMOP 200398 – benef table, Date Code, données compass  
Niger ECHO final report 28 dec 2012-ed  
Working draft ECHO final report  
ECHO CN-wet feeding Jan 13-ed  
ECHO wet feeding proposal-Jan 13  
Proposal - USD 1 million  
Mali refugee response  
Niger Executive Briefs- Février 2012-Novembre 2013  
Evaluation de plan 2012 & Plan de suivi 2013  
Mali sitrep 2012-2013 (folder)  
Monthly Mon. Rep (folder)  
PDM reports (folder)  
Monthly Distribution Report June, July 2012, May 2013

2013 Database for Beneficiary tracking 18.12.2013  
2013\_CO\_Annual\_Performance\_Plan\_Niger - Final\_ENG + updates  
COMPAS Distribution data 2012 et 2013  
Database for Wet Feeding outputs 15.12.2013

### **Documents Opérationnels**

Mission reports  
Notes sur les reunions de WF (folder)  
Plan operationnels  
2014 Risk Register compilé final  
Niger updated LCA  
ORG WFP NIAMEY Décembre 2013 HR-SECURITY-VAM-  
Organigram FP Décembre 2013 programme

### **Rapports des partenaires**

List of Partners & Tonnage Distributed by Activity  
Partenaires Vesus CAMP&ZAR  
Rapports ACTED  
Rapports APBE  
Rapports CARE  
Rapports CRN  
Rapports PLAN  
Rapports Islamic Relief  
Rapport narratif PAM\_ DGC sur le camp de Tabareybaret\_Plan-Niger  
Rapport naratif activités Wet Feeding sur la ZAR d'Intikane 2013-2014  
Islamic Relief Rapport Final 2013 Voucher  
ACTED\_Rapport final\_2013 Distribution Vivres Abala

### **Réunions de coordination**

MOU PAM HCR Opération vouchers 2013  
Rapport de l'Atelier Cash Voucher Sept 2013

### **Littérature additionnelle**

UNFPA. Etude sur les interrelations entre population et sécurité alimentaire au Niger.  
République du Niger, Ministère de l'Aménagement du territoire de du Développement  
communautaire (MAT/DC), Plan de Développement économique et Social (PDES) 2012-  
2015  
Stratégie de Réduction de la pauvreté (SNRP)  
Plans de soutiens Préliminaires aux populations vulnérables (2011-2012 et 2013-2014)  
l'initiative 3N «Les Nigériens Nourrissent les Nigériens» (Avril 2012)  
IASC, Document stratégique: Plan de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au  
Sahel  
UNDAF 2009-2013  
Roadmap for a regional Approach For West Africa, October 2013  
FAO (<http://www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/Counprof/niger/niger.htm>)  
Loic Biango, « Comprendre la Crise Alimentaire au niger » Aout 2012  
World Bank (<http://data.worldbank.org/indicators>)

## Annexe 14: Annexe de Pays – La Mauritanie

### OpEv EMOP 200438 Crise Malienne Annexe Mauritanie

#### Introduction

##### a. Caractéristiques spécifiques du contexte au Mauritanie

La Mauritanie partage des **caractéristiques communes** avec le Burkina Faso et le Niger qui ont été évoquées dans le corps principal du rapport d'évaluation : un pays structurellement déficitaire<sup>8</sup>, qui manque de terres arables<sup>9</sup>, gravement affecté par la sécheresse en 2011<sup>10</sup>, et par la malnutrition sévère<sup>11</sup>.

Mais la Mauritanie et en particulier la région du Hogh El Chargui, où se situe le camp de réfugiés de Mbéra, présentent surtout **d'importantes différences** comparées avec les régions d'accueil des réfugiés au Niger et au Burkina. Ces caractéristiques spécifiques ont d'ailleurs clairement conditionné la mise en œuvre des opérations.

- En raison de l'insécurité dans le nord du Mali et les attentats soufferts par la Mauritanie, la région du Hogh El Chargui est devenue une **région militaire** pour des raisons de sécurité nationale. A différence avec la situation au Niger et au Burkina, la présence d'organisations humanitaires internationales était presque nulle avant l'arrivée des réfugiés et l'accès du personnel international des nationalités affectées par la menace des groupes islamistes a été fortement restreint par la suite. En conséquence, le **nombre de partenaires était très limité** avant la crise et pendant les opérations.
- La crise a coïncidé avec une **année électorale** ce qui a favorisé une certaine politisation et instrumentalisation de l'aide humanitaire, à commencer par l'enregistrement et le contrôle de l'aide alimentaire qui ont été un enjeu majeur.
- Le camp de réfugiés de M'Berra se trouve **situé à plus de 1.200 km de Nouakchott**. De ce fait, l'acheminement des vivres, quelle que soit la saison, est difficile et le coût du transport est élevé. En hivernage, la zone peut devenir inaccessible pendant des jours.
- La **Mauritanie a reçu** des réfugiés qui sont dans sa majorité en provenance de la région de Tombouctou, et sa composition ethnique est également variée mais composée principalement de **populations nomades** (Arabes 55%, Touaregs 35%, Songhaï et Bella).
- A la différence de l'expérience du Burkina Faso et du Niger, les réfugiés ont été enregistrés en **un seul point de concentration** en raison des politiques gouvernementales de sécurité.
- Mbéra avait déjà été un **camp de réfugiés depuis 1991** jusqu'en 1996. Il y a un certain nombre de villages autour de Mbéra composés d'anciens maliens qui sont restés et ont obtenu la nationalité mauritanienne, ce qui a facilité l'intégration des activités avec la

<sup>8</sup> En matière de production agricole, la Mauritanie ne produit qu'un tiers des besoins de sa population en une année normale et dépend donc de l'importation de céréales mil et de sorghue, depuis le Mali et le Sénégal, ainsi que du riz acheté sur les marchés internationaux

<sup>9</sup> Uniquement 0,4% de son territoire, limite le potentiel d'autosuffisance alimentaire, aggravé par un manque d'infrastructures pour l'irrigation (uniquement 11% des terres cultivables <http://www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/Counprof/mauritania/mauritania.htm>)

<sup>10</sup> a signifié un déclin prononcé de la production céréalière estimée un 30% inférieure à l'année précédente et 6% en dessous de la moyenne sur les cinq années. Elle a affecté également l'activité pastorale des populations du nord (déficit des pâturages et transhumance anticipée), et dégradé l'ensemble de la sécurité alimentaire du pays: près d'un quart des ménages dans le milieu rural (24,6%) se trouvaient en insécurité alimentaire d'après une étude du PAM et le CSA en décembre 2011

<sup>11</sup> La **malnutrition sévère** affecte entre 10% et 14% des enfants de moins de cinq ans. Malgré une bonne récolte en 2012 et 2013, le pays est resté fragilisé par les effets de la crise alimentaire en raison de la hausse des prix des denrées

population hôte mais a difficulté la différenciation au niveau de l'enregistrement et du ciblage.

## Résultats partiels de l'évaluation de l'EMOP, Mauritanie

### 2.1 Pertinence de l'EMOP

Les différentes études existantes avant l'arrivée des réfugiés révélaient que le Hogh El Chargui était **la région la plus touchée par la sécheresse** de 2011 avec 37% des ménages en insécurité alimentaire. La Moughata de Bassikounou dont relève le camp de réfugiés au plan territorial, est une zone agropastorale chroniquement déficitaire en produits alimentaires de base. De plus les flux commerciaux avec le Mali et l'Algérie ont été sérieusement affectés durant la crise du nord du Mali ce qui a dégradé encore plus la disponibilité et l'accès d'aliments<sup>12</sup>.

En conséquence, ni la région ni le pays n'avaient la capacité pour accueillir les dizaines de milliers de réfugiés. L'environnement hostile rendait impossible la survie autonome des ménages et par conséquent **l'aide alimentaire massive du PAM se justifie pleinement** à travers des DGC et de programmes nutritionnels pour les plus vulnérables. Aussi, au regard des facteurs de contexte et de la situation humanitaire, l'Opération d'Urgence du PAM EMOP 200438 en Mauritanie a été très pertinente.

Les choix opérationnels de façon générale sont actuellement adaptés aux besoins des réfugiés mais des ajustements importants ont été nécessaires au court de l'opération, notamment pour ce qui est des DGC (choix du scooping au lieu du grouping très inadapté retenu au début de l'EMOP) et du BSF (élargissement du ciblage pour bénéficier les enfants jusqu'à 59 mois).

En revanche, le ciblage adéquat des bénéficiaires s'est révélé difficile. Le PAM a assisté en toute logique les bénéficiaires identifiés par le HCR, dans le cadre du MOU global entre le HCR et le PAM, mais les estimations ont dépendu en grande partie d'un processus d'enregistrement particulièrement problématique en Mauritanie (voir plus bas) qui n'a pas réussi clairement à faire la différence entre population réfugié et la population hôte, ni à établir un nombre réel de bénéficiaires présents sur le camp en relation avec un caseload surdimensionné.

### 2.2. Cohérence et complémentarité interne

Le PAM est opérationnel en Mauritanie avec un **programme pays** qui vient en soutien du **programme gouvernemental d'action urgente EMEL** (espoir), lancé en 2012, qui a bénéficié plus de 100.000 ménages et qui comporte un volet assistance alimentaire<sup>13</sup>, un volet nutritionnelle<sup>14</sup> et un volet assistance cheptel<sup>15</sup>.

Le PAM a intensifié sa présence à travers le **PRRO 200474** et **l'Opération d'Urgence 200333** qui prévoyait l'appui alimentaire aux banques céréalier villageois et les distributions de vivres en particulier dans la frange sud. Pour des raisons d'accès et de sécurité, le projet initial n'incluait pas la région du Hodj el Chari affectée plus tard par l'afflux de réfugiés. Par contre, cette région serait incluse lors de la révision budgétaire et viendrait supporter une Distribution Général Ciblé en janvier 2013 bénéficiant la population

<sup>12</sup> La région était une plateforme commerciale pour une des principales routes du commerce sahélien licite et illicite.

<sup>13</sup> Programme Emel i) stocks villageois : réapprovisionnement 2700 stocks alimentaires ruraux. ii) boutiques de solidarité : soutien à 1.200 boutiques vendant des denrées de base à des prix subventionnés par l'Etat. iii) distributions gratuites de vivres à 549.285 bénéficiaires.

<sup>14</sup> programme de prise en charge de la malnutrition aigüe et a permis de couvrir 291 structures sanitaires (CRENI et CRENAS) et 837 structures communautaires (CRENAM).

<sup>15</sup> Le volet assistance cheptel du programme nationale Emel inclus : La distribution subventionnée d'aliment de bétail (140.000 tonnes), des actions de santé animale, des investissements en matière d'hydraulique pastorale, du crédit à l'élevage.

autochtone dans les environnements du camp de Mbéra<sup>16</sup>. Ces distributions devaient avoir lieu mensuellement mais cela ne s'est pas produit. Les difficultés rencontrées par le HCR et ses partenaires lors de l'enregistrement expliquent en partie ces modifications. En raison d'un important nombre de population autochtone enregistrée sous les listes des bénéficiaires réfugiés, une distribution parallèle ne pourrait pas distinguer entre autochtones et réfugiés et dans les faits le PAM a assumé que la population hôte recevait déjà les vivres à travers l'EMOP 200439 qui théoriquement a ciblé des vivres exclusivement les réfugiés en 2012 et 2013.

Tableau 26. .

<b>Mauritanie</b>	CP 200251	Nutrition (TSF); Alimentation scolaire; FFA & Réserves céréalières villageois	01/01/2012-31/12/2016
	PRRO 200474	Réserves céréalières villageois, nutrition (TSF & BSF)	01/05/2013 – 30/04/2014
	EMOP 200333	DGC & C&V; FFA & Réserves céréalières villageois; nutrition (BSF & TSF)	01/02-31/12/2012
	SO 200406	Services Aériens Humanitaire	15/03-15/08/2012

### 2.3. Cohérence et complémentarité externe

1. De façon générale la **convergence entre la réponse internationale à la crise des réfugiés et les politique publiques** a été facilitée du faite de l'existence préalable de systèmes de coordination sectorielle au niveau national. Cependant, au moment de l'arrivée massive de réfugiés, les acteurs de la coopération n'avaient pas développé toutes les capacités pour faire face à une urgence de cette magnitude en Mauritanie. De plus, la présence d'organisations internationales dans la région de Hodj el Chari était très limitée ce qui a rendu la coordination entre les différents acteurs humanitaires moins évidente.

2. Dans un contexte sécuritaire fragile et d'élections, la réponse adéquate à la crise des réfugiés, qui aurait pu affecter la stabilité nationale, a été au cœur des préoccupations du gouvernement.

Malheureusement cette **convergence avec les intérêts nationaux** ne s'est pas traduite en une collaboration satisfaisante entre les partenaires sur l'ensemble de l'opération. Des tensions importantes sont survenues autour en particulier de l'enregistrement des réfugiés ainsi que sur les mécanismes de distribution de l'aide alimentaire qui ont confronté d'une part le HCR et son partenaire gouvernemental et d'autre part le PAM. Ces tensions ont affecté comme on le verra la mise en place de l'Opération d'Urgence dans la Mauritanie en 2012, limitant le rôle stratégique du PAM.

### 2.4 Résultats de la composante « DGV »<sup>17</sup>

L'EMOP a assisté sous la composante de Distributions Générales Ciblées un total de 97.166 bénéficiaires en moyenne sur les deux années, soit 93% du prévu dans la planification. Les tonnages distribués pendant 2012 et 2013 sont de 23.469 mt, soit 88,77% des tonnages prévus dans le Prodoc. Finalement, les livraisons représentent presque 100% du plan opérationnel ce qui traduirait aussi une bonne efficacité du dispositif. D'une manière globale ces résultats sont très satisfaisants en ce qui concerne l'efficacité de l'opération.

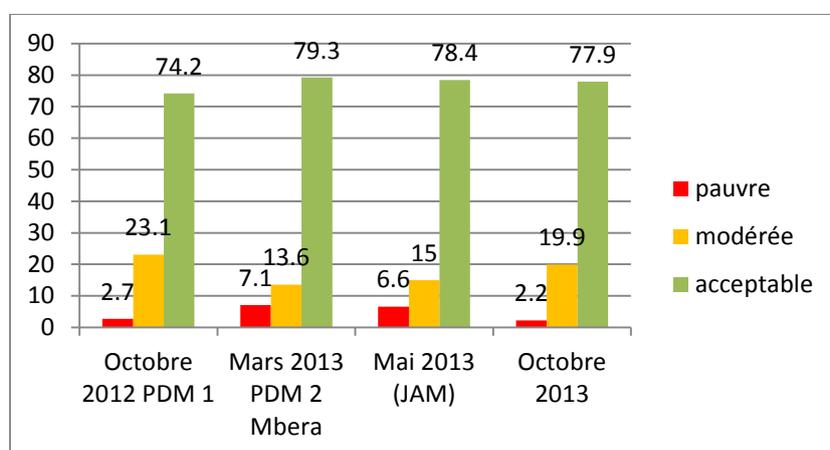
<sup>16</sup> Une distribution bénéficiant 12.495 personnes des villages environnants du camp de Mbéra en Janvier 2013 et une autre en octobre 2012 dans Vassala, Megue, Dkar et Bassikounou.

<sup>17</sup> Voir également l'annexe sur les DGC

Les scores de consommation alimentaires sont en ligne avec les standards corporatifs,<sup>18</sup> et la MAG dans les camps se trouve actuellement aux mêmes niveaux de ceux des populations environnantes ou d'origine. Ces taux restent quand même élevés et avec des distributions alimentaires massives l'impact devrait être plus substantiel. La continuation des activités avec le niveau de performance atteint actuellement, en combinaison avec le renfort en cours des programmes non alimentaires<sup>19</sup> devrait permettre de rendre les taux de malnutrition à des niveaux plus acceptables.

Pour cela il faudra aussi renforcer les approches de vulnérabilité. Bien qu'ils existent des progrès notables, le PAM devra s'assurer que les partenaires intègrent des actions protection lors de la mise en œuvre des activités (ciblage, sensibilisation, accompagnement) afin de limiter les possibilités d'exclusions pour des raisons socio ethniques dans les programmes (DGC, mais aussi CRENAMs, cantines scolaires, etc.). Dans ce sens, le PAM devra porter un meilleur soutien à ses partenaires au niveau du terrain face aux pressions de certains éléments de l'entourage hostiles à la mise en place de critères de vulnérabilité.

Figure 8.



### Mise en œuvre logistique

Le profil de l'intervention logistique a été très exigeant pour l'approvisionnement et l'accès au camp de Mbéra. Cette situation a demandé des efforts supplémentaires à commencer par la mise en place d'une capacité d'entreposage conséquente à Bassikounou, l'aménagement de la piste de l'aérodrome et le réaménagement de certaines routes. En raison de nombreuses difficultés opérationnelles abordées plus bas, les cycles des DGC en 2012 ont été irréguliers avec des périodes supérieures à un mois entre des distributions ce qui a affecté les apports calorifiques prévus.

Le camp de Mbéra a connu des incidents qui ont obligé à suspendre les distributions alimentaires en novembre 2012 (au moment du passage au système de distribution par scooping) et en septembre 2013 (pillages en relation avec l'enregistrement biométrique). Ruptures de stocks : en octobre 2012 par exemple le riz dû être remplacé<sup>20</sup> par du blé en grain à cause de la mauvaise qualité du fournisseur local. La distribution du mois de décembre 2012 dut être également retardée par rupture de stock de riz.

<sup>18</sup> Voir annexe 10 sur les DGV

<sup>19</sup> L'analyse conjointe du PAM-HCR- Unicef sur la causalité de la malnutrition (Analyse qualitative des causes de la malnutrition dans les camps de réfugiés de Mberra, Mauritanie, 17 février-12 mars 2013.) indique que les causes sous-jacentes de la malnutrition (WASH, pratiques alimentaires, etc.) affectent la situation nutritionnelle des camps. Des efforts existent dans tous les secteurs mais il apparaît qu'il n'existe pas toujours une connexion entre la satisfaction des besoins de base alimentaires et les non alimentaires, surtout quant à la distribution de NFI pour la préparation des rations dans les débuts de l'opération.

<sup>20</sup> Ce changement fut en partie mal perçu par la population, peu habituée à ce type de vivre en grain et n'ayant pas la possibilité de le mouliner. Des sensibilisations ont été effectuées par le PAM mais, selon les bénéficiaires, de manière trop limitée :

En janvier 2013 le PAM constata une infestation sur 455,96 MT de CSB stocké depuis septembre 2012 pour cause de sur-programmation dans les entrepôts de Bassikounou.

### ***Un système de distribution défaillant en 2012 et une partie de 2013:***

Au début de l'opération l'organisation des distributions alimentaires se faisait à travers la méthodologie du 'grouping', c'est-à-dire la distribution aux chefs traditionnelles qui récupéraient les aliments et les distribuaient dans leur respectives communautés aux chefs de ménages. Ce système avait été choisi en première instance par le HCR et son partenaire le CSA en janvier 2012, avant l'arrivée du PAM deux mois plus tard. Il s'est avéré<sup>21</sup> que ce système n'était pas approprié pour la situation en Mauritanie puisqu'une bonne partie des aliments n'arrivaient pas aux mains des bénéficiaires et que 27% de ces bénéficiaires avaient reçues la ration en contrepartie de paiements<sup>22</sup>. La distribution à travers les Chefs de Quartiers a généré des inégalités entre les groupes de réfugiés et a facilité la discrimination ethnique entre eux. De plus, le système mis en place a facilité les déviations de l'aide alimentaire et rendu plus difficile son contrôle et suivi. Un minimum de huit cycles de distributions ont été distribués sous cette modalité<sup>23</sup>, soit 10.299 MT d'aliments en Mauritanie, soit 44% des quantités totales de l'EMOP pour ce pays depuis le début de l'opération jusqu'en décembre 2013.

Par ailleurs, le HCR et ses partenaires ont trouvé d'importantes difficultés pour établir le nombre de réfugiés réels et ce n'est qu'en novembre 2012 que le HCR a pu conclure la niveau 2 d'enregistrement après la réalisation d'un fixing qui a rendu le nombre de réfugiés à la moitié (de 110.000 réfugiés à 54.117). La problématique de l'enregistrement a affecté indéniablement l'efficacité financière et opérationnelle<sup>24</sup>. Finalement, dans un contexte électoral, et avec des enjeux si importants (aide alimentaire, inclusions de la population autochtone), le choix d'un partenaire local de nature gouvernemental, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, n'a pas aidé à mettre en place un système transparent et efficace.

***Des DGC dans les normes dans une deuxième phase:*** L'organisation des distributions c'est nettement améliorée à Mbéra depuis la mise en place effective du système de 'scooping' en février 2013 grâce aussi à une meilleure collaboration entre le HCR et le PAM à partir du mois de mai et aux différentes mesures introduites tout au long du second semestre 2013 par les deux agences : aménagement des 5 Centres de distributions et des entrepôts bétonnés et protégés (finalisé en septembre), introduction du système de codes de barres (novembre), mise en place du Food Basket Monitoring (octobre), distribution du matériel de pesage adéquat (novembre), software du FBM (novembre), contrôle de prépositionnement par couloirs (décembre), présence des agents du PAM (décembre).

La visite de l'équipe d'évaluation a coïncidé avec le moment d'une distribution générale.<sup>25</sup> Le HCR, qui a détaché une équipe solide sur le terrain<sup>26</sup>, est devenue pratiquement le partenaire de mise en œuvre directe en soutien ou en substitution du CSA dans la gestion. Les distributions se déroulent actuellement de façon satisfaisante : aménagements adéquats des points de distributions avec des endroits d'entreposage en dure, organisation efficace et ordonnée des distributions, transparence dans l'identification et le suivi, files d'attente distribués par sexe, sites ombragées, préférence pour les vulnérables et mesures d'accompagnement, ménages classés par taille de famille, système de monitoring mis en

---

uniquement 12 femmes mauritaniennes ont fait des démonstrations culinaires à 12 femmes réfugiées pour qu'elles transmettent ensuite les pratiques apprises.

<sup>21</sup> Conclusion avancée par la mission conjointe du PAM HCR et UNICEF réalisée en février 2013. Rapport Final. Analyse qualitative des causes de la malnutrition dans le camp de réfugiés de Mberra, Mauritanie.

<sup>22</sup> Rapport enquête PDM Septembre 2012

<sup>23</sup> La première distribution réalisée entièrement avec une méthodologie de scooping était en janvier ou février 2013 selon les sources.

<sup>24</sup> Voir aussi l'annexe 10 sur les DGV

<sup>25</sup> Visite de 3 centres de distributions sur les 5 CDD opérationnels depuis avril 2013.

<sup>26</sup> 1 responsable HCR par centre, 1 manager distribution avec une expérience senior, en plus de l'équipe de Bassikounou.

place et efficace, système de contrôle et de supervision<sup>27</sup> en fonctionnement. Le PAM et ses partenaires ont établi des SOP claires et accompagnés d'un plan d'action, qui orientent la gestion des distributions.

Le Food Basket mis en œuvre par l'ALPD jusqu'en décembre 2013, existe depuis septembre 2013 de façon effective<sup>28</sup>. Le PAM n'a fourni du matériel de pesage électronique que depuis novembre 2013<sup>29</sup>, en parallèle avec l'instauration du système de smartphone pour l'envoi et le traitement de données en temps réels depuis Nouackchott. Depuis mars/avril 2014 ACF est chargé de l'activité qui semble bien menée<sup>30</sup>. Les résultats du FBM montrent que 27% des ménages recevaient une ration de céréales en dessous de la normale en septembre de 2013.

**Systèmes de contrôle :** Depuis décembre 2013, le système de contrôle a été renforcé avec des agents de l'ONG ALPD qui vérifient la photo sur les carnets présentés par les bénéficiaires. Cette mesure soulage les pressions agents du CSA qui jusque-là étaient les seuls à vérifier l'identité des bénéficiaires. Des doublons peuvent toujours exister dans la mesure où l'enregistrement biométrique n'est toujours pas effectif, mais la collecte de vivres par des personnes ayant acheté des carnets ou étant 'absentes' est rendu plus difficile. Par ailleurs, au niveau de l'acheminement des vivres jusqu'aux CDD<sup>31</sup>, les documents COMPAS du PAM montrent qu'il existe encore des pertes importantes épisodiques dans les distributions<sup>32</sup>. Le HCR reconnaît que des vols se produisent mais ils arrivent à les détecter et à demander au CSA de sanctionner les responsables. Par contre, le CSA ne s'est pas fait jusque-là responsable du remboursement d'aucune perte. Finalement, des tensions existent toujours au niveau du dispatching<sup>33</sup> et au niveau du pesage des sacs de riz, ce qui aurait pût être évité facilement avec une meilleure entente à Bassikounou entre les partenaires<sup>34</sup>.

**Sécurité sur les sites:** En septembre 2012 38,8% des ménages affirmaient ressentir un sentiment d'insécurité au moment de la distribution ou de la réception des vivres et 41% pensaient que le mode de distribution pouvait constituer un danger<sup>35</sup>. Une année plus tard, en octobre 2013, 27 % des ménages déclarent avoir eu des craintes pendant la distribution, ce qui représente un bien meilleur pourcentage. Les distributions se font de façon fluide et ordonnées mais il est nécessaire d'améliorer les sorties des Centres de Distribution qui ne sont pas sécurisées<sup>36</sup>. La gratuité<sup>37</sup> et l'équité dans les distributions sont aujourd'hui garanties.

## 2.5 Résultats de la composante « Cash & Voucher »

---

<sup>27</sup> 1 agent vérificateur CSA, 1 agent vérification ALPD, supervision du HCR et présence du PAM-

<sup>28</sup> D'après les entretiens maintenus, les mauvaises dynamiques de collaboration avaient rendu impossible de mettre en place une activité qui avait en théorie débuté en mars 2013.

<sup>29</sup> Les balances de CSA et les balances de LPDA étaient jusque-là traditionnelles.

<sup>30</sup> Mesure aléatoires tous les 17 à 23 personnes en fonction des jours. Les résultats sont envoyés le soir par smartphone au PAM Nouakchott, redistribués au HCR pour identifier les CDD avec des problèmes de pesage à réorganiser.

<sup>31</sup> La décharge des camions des transporteurs engagés par le PAM se fait par le PAM dans sa base logistique de Bassikounou. Le HCR est chargé du transport des vivres jusqu'aux Camps, mais il n'y a pas de document de décharge avec le HCR, le waybill du PAM est rempli directement par le CSA à la réception des vivres dans les magasins du camp.

<sup>32</sup> 8,6 MT sur 990 MT distribuées au mois de décembre 2013, dû à des mauvaises manipulations, fraudes des manutentionnaires et vols.

<sup>33</sup> D'après le HCR, le dispatching du PAM au HCR contient des erreurs répétés pour la distribution des centres car elles sont faites par du staff national pas suffisamment qualifié. Cette faiblesse n'est pas reconnue par le PAM au niveau de Bassikounou qui soutient que c'est au niveau du partenaire que les différences existent.

<sup>34</sup> Dans les trois pays, Niger, Burkina et dans la Mauritanie il y a eu des divergences au sujet du poids des sacs de riz qui serait remis par le PAM avec un poids inférieur de plusieurs kg à celui affiché de 50 kgs. Dans la Mauritanie cependant les querelles ont duré plusieurs mois et n'ont été débloquent en partie que grâce à l'intervention des bureaux au niveau de la capitale. Au niveau du Sous Bureau, d'après le HCR, le PAM n'avait pas facilité la mise en place d'un système de pesage tripartite avec des balances conformes, ce qui aurait facilité la transparence et permis très vite d'éviter des différences.

<sup>35</sup> Rapport PDM 1

<sup>36</sup> Il n'existe pas un périmètre qui permette de limiter l'accès à la sortie des chaînes de distribution. Un important nombre de personnes se situent en attente des bénéficiaires pour offrir la possibilité de transporter les denrées, pour discuter, etc.... De vols se sont produits dans le passé. Uniquement des personnes identifiées et autorisées devraient y avoir accès.

<sup>37</sup> Actuellement, selon les PDM (Oct 2013), 94,6% des ménages déclarent ne rien payer pour la réception de la ration. Par contre 5,1% déclarent avoir au moment de la distribution.

Afin de connaître la pertinence et la faisabilité d'un programme C&V, le PAM en coordination avec les autres partenaires, avait lancé une étude externe en Avril 2013 qui n'a pas obtenue des résultats tout à fait concluants.

La plupart des interlocuteurs ont coïncidé à signaler que les conditions préalables ne sont pas encore réunies au camp d Mbéra et que certains éléments sont à prendre en considération avant la prise de décision:

- Le niveau 3 d'enregistrement devrait être finalisé avant de considérer le commencement d'un programme général de C&V.
- Les marchés locaux de vente de viande et de lait ne réunissent pas les conditions sanitaires minimales pour la mise en œuvre d'un programme voucher, ce qui écarte cette option.
- Il y a des doutes également quant aux capacités des commerçants locaux pour assumer le rôle en tant que agents financiers.
- Besoin de faire une étude d'impact sur la population locale.

Dans le cadre de leurs activités 'distribution du Cash' financées par le DG ECHO, l'Action Contre la Faim est en train de réaliser une étude approfondie de faisabilité est en cours dans le premier semestre 2013. Par ailleurs ACF est en train de mettre en place, sous financement de ECHO, un programme partiel de distribution de cash qui couvrirait à peu près 3.240 ménages, ce qui est une proportion importante (~35% de la population totale).<sup>38</sup>

Le HCR est globalement favorable à l'instauration du cash, une fois l'enregistrement biométrique sera finalisé, car cela devrait réduire la pression logistique sur les distributions de vivres et réduire les possibilités de corruption et de fraude. Avec des fonds du HCR, Intersos et SOS Desert ont aussi mis en place des projets pour des foyers vulnérables, mais à des dimensions plus modestes. Dans l'ensemble, la communauté humanitaire attend les résultats de l'expérience de ACF pour éclairer une éventuelle décision.

## **2.6 Résultats de la composante BSF**

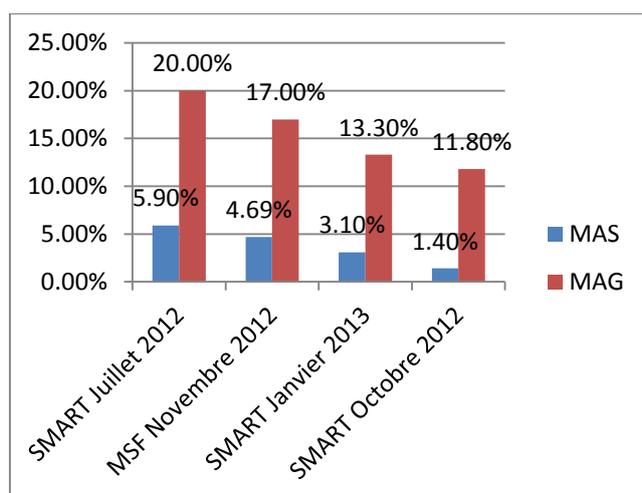
La ration distribuée dans le cadre du programme Blanket Supplementary Feeding (BSF) est composée de 200 grammes de CSB+ par jour par enfant. En Mauritanie, la planification en 2012 et 2013 avait prévu de servir 7600 enfants entre 6 et 23 mois. Au total 2900 enfants en 2012 et 5043 en 2013 ont bénéficié de ce programme de supplémentation.

La question s'e pose sur la pertinence de cibler uniquement les enfants de moins de deux ans et d'exclure les enfants de moins de cinq ans comme cela fut le cas jusqu'à la fin de 2013, ce qui est une stratégie adéquate dans des contextes de lutte contre la malnutrition chronique Mais avec des taux de malnutrition aigüe globale de 20% en 2012, le PAM aurait due élargir avant le programme BSF aux enfants entre 6 et 59 mois. A partir de janvier 2014 le PAM a corrigé cette aspecte, en élargissant les critères de ciblage jusqu'à 59 mois. Dans tous les cas, les efforts combinés de ce programme et des autres programmes ont permis de réduire la MAG de 20 à 11, 8% ce qui montre que les efforts ont porté ses fruits.

---

<sup>38</sup> Depuis Avril 2014, sur la base de la méthodologie HEA qui privilégie une approche vulnérabilité avec des quantités mensuelles de UM 12,000 (± US\$ 42) per month

Figure 9.



Pendant la visite d'évaluation il n'a pas été possible d'observer une distribution de BSF

Le MINSAN, a été le partenaire de mise en œuvre en 2012 et 2013. En 2014, afin d'améliorer la performance du programme, ACF est chargé du programme, avec la supervision du MINSAN, à partir de 2014. Le programme est basé maintenant dans la distribution de Plumpysup, le même produit utilisé dans la TSF, et non plus sur le CSB. Ceci est partiellement dû à une rupture récente de l'approvisionnement de ce produit.

## 2.6 Résultats de la composante « TSF »

Le Targeted Supplementary Feeding (TSF) cible les enfants mal nourris modérés entre 6 et 59 mois ainsi que les femmes enceintes et allaitantes (FEFA). Les programmes nutritionnels n'ont commencé à Mbéra qu'en Avril 2012 (MSF) et en juin 2012 (CRENAM), c'est-à-dire cinq mois après l'arrivée des réfugiés. Le camp de Mbéra compte actuellement 7 CRENAMs (6 avec ADICOR, et un avec MinSAN/Unicef).

Bien qu'en raison de la fiabilité des listes de population totale, les données de couvertures doivent être pris avec des pincettes. La couverture du programme TSF est particulièrement surprenante.

Tableau 27.

2012	Prévu	Actuel	%
6-23 mois	760	1,416	186.3%
24-59 mois	1,14	2,125	186.4%
FEFA	684	750	109.6%
<b>Totale</b>	<b>2,584</b>	<b>4,291</b>	<b>166.1%</b>
2013	Prévu	Actuel	%
6-23 mois	484	2,065	426.7%
24-59 mois	967	4,129	427.0%
FEFA	522	355	68.0%
<b>Totale</b>	<b>1,973</b>	<b>6,549</b>	<b>331.9%</b>

En estimant la population à 60.000 personnes, un groupe de 20% de cette population entre 6-59 mois, et 20% prévalence de MAM parmi ce groupe d'âge, et que tous ces enfants seraient dépistés et atteints, (ce qui serait rare), le nombre total d'enfants dans les CRENAMs ne pourrait pas être supérieur à 1.200 enfants. En particulier les données de 2013 semblent surdimensionnées avec plus de 6.200 enfants atteints.

Ces taux de couvertures mettent en cause soit la fiabilité des chiffres d'enregistrement ou son contrôle, soit l'adéquation du ciblage ou les protocoles d'entrés. L'explication avancée par les partenaires est surtout que les doublons existent, en particulier pour les enfants, et que donc une fois que l'enfant est déchargé des CRENAS « les femmes font le tour des CRENAMs » avec des documents différents.

La visite de 3 CRENAMs dans le cadre de cette évaluation a relevé d'autres faiblesses : Très peu d'enfants ont été acceptés en provenance directement du camp, ce qui pose la question

de la qualité des dépistages actifs des agents communautaires<sup>39</sup>. Pour l'année 2014 cependant le nombre d'enfants enregistrés en dehors des références des CRENAS était plus élevé à cause du travail réalisé par ACF qui avait introduit un screening pendant le Blanket Feeding. Les CRENAS visités de ADICOR n'avaient pas de balance Salter mais uniquement des traditionnelles. La plupart des enfants étaient admis sur la base du MUAC uniquement. Il n'y a pas eu de problèmes majeurs d'approvisionnement et les partenaires sont satisfaits du soutien du PAM. ADICOR a mentionné cependant que de façon récurrente des cartons de NUTRISET ne contenaient pas les 150 sachets stipulés. Par ailleurs, le nombre d'abandons était relativement bas d'après les livres.

Le traitement de la malnutrition aigüe sévère est réalisé fondamentalement par MSF 4 CRENAS et un CRENI ainsi que par le MinSan/Unicef. Les chiffres fournis par MSF-B indiquent qu'en 2012 un total de 3509 cas de MAS ont été acceptés dans les CRENAS, additionnels donc aux 4.291 enfants assistés dans les 6 CRENAS appuyés par le PAM, ce qui soulève encore une fois la question de la couverture.

## **2.6 Résultats de la composante « Cantines scolaires »**

L'EMOP 200438 ne prévoyait pas initialement l'alimentation scolaire en urgence pour la Mauritanie en 2013. Cette composante a été introduite ultérieurement dans le BR2 « pour restaurer l'accès à l'éducation et à l'enseignement en premier lieu pour les enfants réfugiés (18.000) mais aussi pour les enfants dans les communautés d'accueil<sup>40</sup>(28.200) »

Le BR 3 indiquait que l'EMOP assistait au moment de la révision les communautés d'accueil de la Mauritanie à travers les distributions générales de vivres et l'alimentation scolaire. Ceci n'est pas exacte puisque d'après les informations du PAM, l'EMOP n'a pas mis en œuvre l'alimentation scolaire pour les communautés d'accueil et l'activité pour les réfugiés n'a commencé qu'en janvier 2014. Le nombre de bénéficiaires du programme de cantines scolaires est nul face aux 9.500 enfants finalement prévus. Il faut noter que ces activités devaient commencer en novembre 2013 mais en raison d'un retard dans la construction des infrastructures (au-delà du contrôle du PAM ou du partenaire INTERSOS) les cantines scolaires n'ont débuté qu'en janvier 2014. En avril autour de 4.000 enfants (5.750 enregistrés dans les écoles mais un taux d'absentéisme reste d'autour 30%<sup>41</sup>) recevaient l'assistance avec un goûter (60 g de CSB équivalent à 250 kCal). Le programme alimentaire, qui au moment de la visite des évaluateurs en mars 2014 était en opération depuis 2 mois, semblait être bien organisé. Afin de varier la ration et de rendre le programme plus attractif, il existe une réflexion au sein des acteurs de l'éducation sur la possibilité d'introduire un jour de repas complet avec un complément (de viande par exemple). L'opération maintiendra tout au long de 2014 (BR5) l'alimentation scolaire d'urgence comme un filet de protection sociale pour les ménages de réfugiés avec des enfants d'âge scolaire, en conformité avec les politiques et stratégies plus récentes du PAM<sup>42</sup>.

### **2.7. Facteurs internes qui influencent l'achèvement des résultats de l'EMOP**

Depuis octobre 2013 des difficultés de financement et de visibilité ont créé des **tensions sur le pipeline** de la Mauritanie. Avec un lead time important, qui peut être supérieur aux cinq mois, la logistique des achats et du transport de l'EMOP a besoin d'une visibilité financière qu'elle n'a plus. Actuellement la Mauritanie opère pratiquement en flux tendus et

---

<sup>39</sup> 5 agents communautaires par centre actuellement. Le JAM de mai 2013 montre qu'à ce moment-là ce système n'existait pas. Chaque centre comptait avec 6 workers (same payment level), which also seemed very large as actually only a few children were visiting the CRENAM (they get 2-weekly rations)

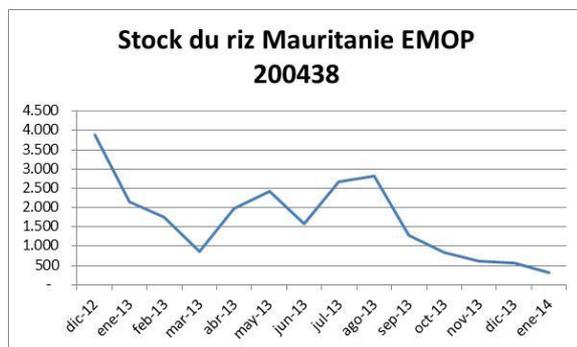
<sup>40</sup> This revision of the EMOP introduces emergency school feeding to help restore access to education and learning, primarily for refugee children but also for children in host communities in Mauritania.

<sup>41</sup> INTERSOS a mentionné qu'ils ont fait des sensibilisations à travers les PTAs mais qu'une partie des enfants pourrait en fait être au Mali pour une partie du temps et non dans les camps..

<sup>42</sup> WFP Revised School Feeding Policy, October 2013.

sous la menace de devoir suspendre des distributions, ce qui a déclenché l'appel public de mars 2014 pour sensibiliser les bailleurs.

**Figure 10. Evolution de stock du riz en Mauritanie (dec 2012- jan 2014)**



Ces tensions se traduisent pour l'instant dans des **réductions de rations** ou des retards.<sup>43</sup> Les stocks sont inférieurs à un moi ce qui est insuffisant pour parer le moment de l'hivernage. La courbe en déclin des stocks en riz dans la Mauritanie offre l'image de la santé du pipeline, et augure désormais des moments difficiles pour assurer les distributions (le niveau requis mensuel de riz est d'environ mil tonnes).

Les entretiens maintenus montrent que malgré les mauvaises relations inter-agence du passé, la coordination du PAM avec le HCR et avec les partenaires est globalement positive, surtout au niveau de Nouakchott. L'héritage des fortes tensions de 2012 reste pour certains traumatique. Il faut ici noter que la plupart des acteurs et des personnes de cette étape ont changé, ce qui a facilité cette nouvelle entente (le management a changé au HCR au niveau du Sous Bureau et de la capitale, autorités locales-préfet de Bassikounou-, le CSA - Responsable de Sous Bureau-, et le PAM au niveau de Nouakchott). Il reste que le management du sous bureau du PAM à Bassikounou est le seul à ne pas avoir changé, ce qui rend plus difficile la coordination au niveau du terrain.

## 2.7. Facteurs externes qui influencent l'achèvement des résultats de l'EMOP

En raison des conditions sécuritaires et d'accès la disponibilité de partenaires de mise en œuvre a été limitée à Bassikounou. Ceci a été aussi une limite pour le HCR ainsi que pour le PAM. Les facteurs de contexte différentiels qui ont marqué l'EMOP ont été rehaussés dans l'introduction : isolement et sécurité en particulier. Il convient aussi de souligner que la **forte hiérarchisation sociale** des communautés maliennes arrivées a supposé également un challenge pour faire valoir des critères de vulnérabilité. Alors que l'organisation du camp autour des Chefs de Blocs, qui correspond aux Chefs de Village ou groupes de notables, avait été encouragée dans une première instance par le HCR et le CSA. Cette option n'a pas permis d'articuler une représentation sur des bases humanitaires minimale de non-discrimination. Actuellement cette assemblée n'est plus reconnue en tant que Comité représentatif, bien qu'elle soit respectée. Dans la pratique il n'existe pas de Comité de Réfugiés. Les tentatives de démocratiser l'organisation des camps à travers des élections ne feraient que reproduire les mécanismes de dominations actuels selon la plupart des interlocuteurs. L'approche humanitaire de vulnérabilité est d'autant plus difficile que les ONGs et le HCR reçoivent des pressions –parfois des menaces- afin d'éviter toute tentative qui pourrait affecter ce système traditionnel de domination (comité de femmes, distributions avec des critères de vulnérabilité, etc.).

Dans une large mesure, les populations du Nord-Mali et celles de l'Est de la Mauritanie constituent un même espace culturel. Cela explique, en grande partie, pourquoi **l'arrivée des réfugiés maliens en Mauritanie n'a pas généré des conflits** en dépit de leur impact négatif sur la vie des communautés d'accueil. C'est bien une dimension positive qui a, sans doute, rendu facile l'acceptation sociale des réfugiés au sein des communautés hôtes. Cette proximité explique également, comment de nombreux mauritaniens ont pu se faire enregistrer comme étant des Maliens pour bénéficier de l'assistance humanitaire. Les caractéristiques spécifiques des populations nomades, et la difficulté de répondre à ses

<sup>43</sup> En janvier 2014 par exemple, la Mauritanie n'a pu distribuer que 9 kg de riz sur les 12 prévus, et en Février uniquement 3 kgs de riz, compensés avec du CSB et des légumineuses

besoins avec des programmes traditionnels, ont marqué également un challenge pour la communauté humanitaire.

Comme mentionné dans la révision budgétaire 5, le PAM a prévu de soutenir en 2014 les populations d'accueil par le PRRO 200474 (distributions de vivres, du soutien aux cantines scolaires et d'appui à la sécurité alimentaire des ménages). La mise en place de ces activités va dans la bonne direction et rendra plus cohérente la stratégie du PAM vis-à-vis de la population d'accueil. De plus, la finalisation de l'enregistrement biométrique permettra d'établir une distinction plus claire entre population autochtone et réfugiée. Le PAM devra s'assurer que les différents acteurs de la coopération et de l'action humanitaire ont une **stratégie globale pour le soutien des populations autochtones** et que les programmes du PAM sont bien articulés dans cette réponse.

## Annexe 14.1: Résumé des Focus Groups.

Dans une large mesure, les populations du Nord-Mali et celles de l'Est de la Mauritanie constituent **un même espace culturel**. Elles sont toutes nomades, de tradition musulmane sunnite et fortement hiérarchisées. Depuis de longues décennies, ces populations se côtoient, commercent ensemble, faisant fi des frontières artificielles nées de l'histoire coloniale. Les liens de mariage ne sont pas rares entre elles. De ce fait, les réfugiés maliens sont à peine sentis comme étant des étrangers dans la Moughata de Bassikounou. Ce fond culturel commun a, jusque-là, favorisé une cohabitation pacifique entre les réfugiés et les populations autochtones. Des conflits à caractère xénophobe n'ont pas été signalés. Mais, compte tenu de la compétition de plus en plus forte sur les maigres ressources en bois, eau et pâturage, cet équilibre social demeure, de toute évidence, fragile.

Il ressort des discussions avec les focus groupes et des observations faites dans les villages visités qu'un certain nombre de faits liés à la présence des **réfugiés impactent négativement** la vie des communautés d'accueil :

- La flambée des prix des denrées de première nécessité : le riz, le mil, le lait et autres produits alimentaires ont vu leurs cours augmenter de façon notoire, érodant ainsi le pouvoir d'achat des communautés d'accueil. L'accroissement de la demande, compte tenu de la population additionnelle, a été déterminant dans la formation des prix de ces denrées de base. Du reste, il importe de préciser que la présence du camp de réfugiés n'est pas le seul déterminant des prix : (i) les récoltes dans la Moughata de Bassikounou pour la campagne agricole 2011-2012 ont été particulièrement déficitaires ; (ii) les activités agricoles de l'autre côté de la frontière (au Mali), aussi bien que les échanges commerciaux transfrontaliers, ont été fortement perturbées suite aux conflits armés, privant cette partie de la Mauritanie de sa source traditionnelle d'approvisionnement en produits alimentaires ; (iii) la fermeture de la frontière algérienne suite à l'intervention des forces françaises dans le Nord-Mali a, sans doute, déséquilibré le bilan alimentaire de la Moughata de Bassikounou et des communautés d'accueil.
- Le camp de Mbéra reproduit la physionomie des classes sociales du Nord Mali. On peut aisément identifier dans le camp des blocs à dominance bellas, kel-tamasheqs ou arabes. Une telle recomposition sociale allait de soi, dès lors que les réfugiés avaient la liberté de choisir leurs lieux de résidence, pourvu qu'ils soient à l'intérieur du camp. La recomposition des classes sociales telles qu'elles existaient dans le pays d'origine est une dynamique sociale remarquable: les différents groupes ethniques ont une tendance très marquée à occuper des blocs d'habitations différents. De même, les rapports sociaux de domination traditionnelle ont été réinstaurés à l'intérieur du camp. Cette reconstitution sociale ne favorise pas le jeu démocratique dans le processus décisionnel au sein du camp.
- **La raréfaction des ressources naturelles vitales** : l'arrivée massive des réfugiés a fait plus que doubler les effectifs animaux et humains des terroirs voisins, exerçant, ainsi, une forte pression sur l'eau, les combustibles ligneux et les pâturages. En guise d'illustration, dans le village de M'Berra 2, il a été dit que la distance nécessaire pour la récolte du pâturage et du bois de cuisine est passée, en moyenne, de 3 km en 2011 à 15 km en 2013. Cette pression anthropique est potentiellement conflictuelle.
- La présence du camp de réfugiés a également **des effets plutôt positifs** . Au-delà de l'humanitaire, une dynamique économique est perceptible à l'intérieur du camp :
  - La disponibilité alimentaire dans le camp ne se limite aux offres humanitaires, le camp est abondé de denrées alimentaires de toutes sortes et d'origines diverses ;
  - Des points de ventes de produits manufacturés sont très nombreux à l'intérieur du camp. On y trouve la plupart des produits industriels disponibles dans les villes secondaires du Sahel malien et mauritanien ; Le développement de petits métiers aussi témoigne de la naissance d'une activité économique caractéristique des villes

secondaires africaines : couture, coiffure, boucherie, forges etc. sont quasi présentes dans tous les blocs d'habitations. La dynamique économique dépasse le cadre géographique strict de camp de réfugiés : le marché de M'Berra qui ne comptait qu'une quarantaine de points de vente (boutiques) est devenu, en l'espace de deux ans, le centre commercial le plus important de la Moughata de Bassikounou. Une grande foire commerciale hebdomadaire s'y est développée. Les commerçants en provenance du Mali et de Nouakchott y affluent et font des négoce de tous genres. Tous les produits, même de luxe, s'y trouvent. Aux dires des populations hôtes, la disponibilité des articles a considérablement augmenté ; mais, les prix des articles s'avèrent plus élevés, comparativement à ceux des années qui ont précédé le conflit armé du Mali.

- De nombreux membres des communautés d'accueil ont pu se faire enregistrer frauduleusement, comme étant des réfugiés maliens. Ils bénéficient, à ce titre, des avantages dus au statut de réfugié.

## Annexe 14.B : Résultats globaux des Food Basket Monitoring

Figure 11. Food Basket Monitoring Septembre 2013

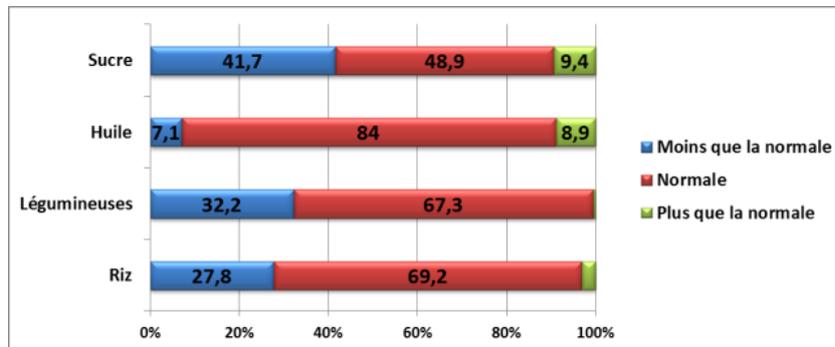


Figure 12. Food Basket Monitoring Octobre 2013

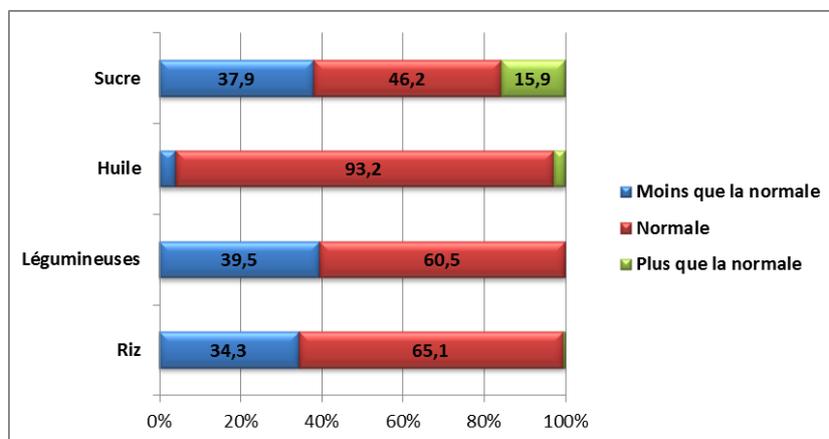
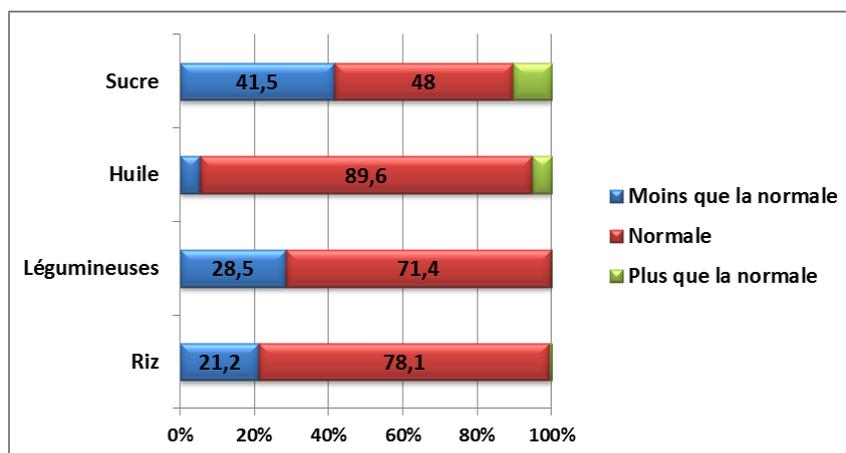
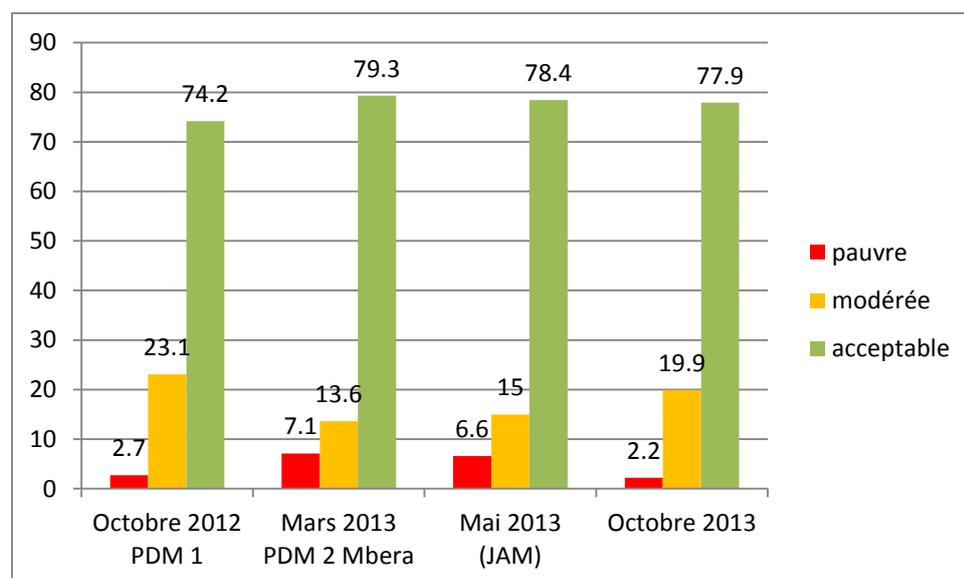
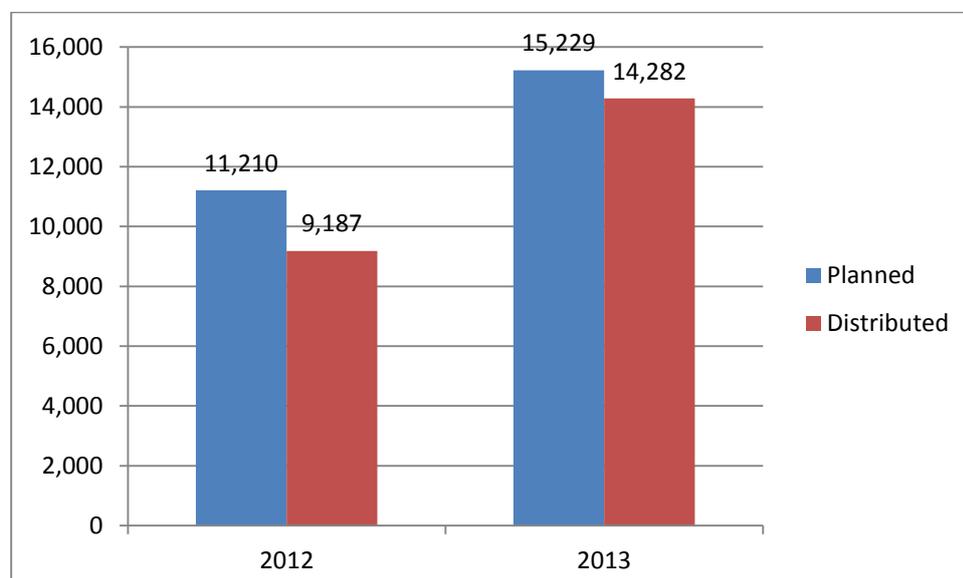


Figure 13. Food Basket Monitoring Novembre 2013



## Annexe 14.3: Résultats globaux

Figure 14. Tonnage



## Annexe 14.4: Référence bibliographiques.

GIEWS Country Brief: Mauritania 15-October-2013 Report FAO.

Au-delà des frontières : comment aider les réfugiés nomades IRIN Sept 2013.

Quand les hôtes n'ont plus rien : comment aider les populations qui accueillent le camp de réfugiés IRIN nov 2013.

Slaves, fake refugees and lentils: the Mbera camp in Mauritania. Thomson Reuters Foundation Oct 2013.

Echoués dans le désert. MSF Mai 2013.

Desperate Conditions in Camps Causing Disease Among Malian Refugees, MSF BE Feb 2013.

Mauritanie: des réfugiés maliens protestent contre leur traitement AFP Feb 2013.

Impact du déficit pluviométrique et de la hausse des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages, Novembre-Décembre 2011 Gouvernement de la Mauritanie, PAM Décembre 2011.

The crisis in the Sahel, Special feature #55, HPN Setp 2012.

## Annexe 15: Annexe de Pays – Le Burkina Faso

### OpEv EMOP 200438 Crise Malienne (février – mars 2014) Résultats pour le Burkina Faso

#### 1. Introduction

##### Caractéristiques spécifiques du contexte au Burkina Faso

Entre janvier et mars 2012, le Burkina Faso a commencé à accueillir des réfugiés maliens. En traversant la frontière, les populations du Mali fuyant l'insécurité se sont retrouvées dans les sites d'accueil spontanés de Gandafabou et de Firéro, zones assez voisines des territoires que les maliens ont quittés.

En janvier 2013, le gouvernement burkinabé a demandé, pour des raisons sécuritaires, de relocaliser les réfugiés afin de leur assurer une meilleure sécurité. Dans cette perspective, en coordination avec le HCR et la CONAREF, les sites de Goudebou et de Mentao ont été créés et, depuis ce jour, ils accueillent les réfugiés maliens provenant surtout des zones de Tombouctou, Gao et Kidalla. Un autre camp, Sag Nioniogo, a été créé proche de Ouagadougou.

La cohabitation entre les réfugiés et la population hôte est assez pacifique. Il y a une bonne compréhension du côté de la population hôte, qui sont d'ailleurs aussi des éleveurs et qui par conséquent vendent du lait aux ménages dans les camps. La population hôte aussi profite des services santé et éducation dans le camp ; par contre, il y a un ressentiment de menace et concurrence de pâturage et ressources naturelles. Les ressources d'eau ne sont pas suffisantes pour gérer les grands troupeaux des nomades. La population hôte ressent aussi le fait que les réfugiés vont sur les villages pour demander à manger.

La cohésion sociale est rapportée par les habitants des camps, mais aussi la méfiance entre les groupes ethniques. Comme les différents groupes ont leur propre langue, la compréhension entre eux est parfois difficile et tous les messages doivent être traduits en plusieurs langues.

Dans la région nord du camp de Goudebou une partie des réfugiés possèdent du bétail et 10% d'eux<sup>44</sup> vont au Mali régulièrement. Néanmoins, les conditions de vie à Goudebou semblent plus difficiles qu'aux autres camps (ce qui est confirmé par un taux de malnutrition plus élevé). Une partie des ménages du camp de Mentao a des larges troupeaux, sont plus proches de la frontière et bénéficient d'un bon accès aux marchés.

Quand les familles voyagent vers leur bétail pour en prendre soin, souvent ils amènent leurs enfants qui par conséquent ratent l'école. Aux alentours des deux camps, il y a des mines d'or où les réfugiés veulent que ses enfants trouvent des emplois.

##### Aspects spécifiques de l'exécution de l'EMOP au Burkina Faso

Au Burkina Faso, il y a trois camps officiels et cinq à six sites qui sont ciblés par le PAM (voir le tableau 29 de l'annexe 15.3 pour plus de détails). A partir d'avril 2012, une assistance du PAM est venue au secours des réfugiés, composée de 6 kilogrammes de riz, 1.5 kilogrammes de haricots et 3 kilogrammes de CSB. Après trois mois la ration a été augmentée à 12 kilogrammes de riz, 0.75 litres d'huile, 3 kilogrammes de Corn Soya Blend (CSB), 1.5 kilogrammes de haricots et 0.150 kilogrammes de sel ont commencé à être distribués sur une base mensuelle par personne pour le compte des réfugiés dans les camps de Goudebou, de

<sup>44</sup> Estimations par plusieurs interviewés dans le camp de Goudebou, y inclus les réfugiés eux-mêmes.

Mentao et de Sag Nioniogo. En septembre 2013, la moitié de la ration a été remplacée par un montant de cash (CFA 3,500).

En décembre 2013, il y avait un total de 31,630 réfugiés bénéficiaires de DGV atteints. Il y a des sites hors camps qui restent (réfugiés qui ont décidé de rester plus près de la frontière pour des raisons de maintien de leur pâturage) ; pour UNHCR, c'est difficile de maîtriser ces sites.

Le PAM travaille en partenariat avec UNHCR (en général). En Septembre 2012, le HCR et le PAM ont signé un accord tripartite avec la Croix Rouge du Burkina Faso (CRBF) pour la mise en œuvre de la distribution à travers le pays ; en 2013, IEDA-Relief est devenu partenaire pour la DGV et BSF dans tous les endroits sauf Sag Nioniogo et Bobo Dioulasso. En plus il y a Microfi (pour le cash), Save the Children (pour le TSF) et le DAMSe (Ministère de l'Éducation) (pour les cantines scolaires). Les activités cantines scolaire font partie du Country Programme mais les intrants sont couverts par l'EMOP.

Après une période caractérisée par plusieurs problèmes liés à la distribution de vivres, le PAM a lancé un appel d'offre pour identifier autres partenaires. Il y a eu plusieurs problèmes par rapport à la quantité des vivres. En Aout 2012, CRBF a perdu une grande quantité de riz<sup>45</sup>. En plus, les rapports mensuels de CRBF indiquaient que les sacs de riz contenaient entre 43 et 45 kg au lieu de 50 kg. Le PAM avait mesuré un échantillon de sacs et concluait que cet écart effectivement existait. La mesure qui aurait du être prise était d'avoir mesuré tous les sacs avant de les envoyer aux partenaires.

En février 2013, un autre accord tripartite fût signé avec une ONG américaine IEDA-Relief, pour les camps au sahel et le site urbain de Bobo-Dioulasso, tandis que la CRBF continuait d'assurer les distributions dans le camp de Sag-Nioniogo. L'exécution sur le terrain a amélioré par conséquence, bien que la qualité de rapportage et de suivi soit toujours faible.

Par rapport au système de suivi et évaluation, la capacité en ressources humaines semble être améliorée au fur et à mesure de l'EMOP. La formation sur l'outil COMET à est très appréciée mais ne sera pas fonctionnelle jusqu'à la fin de 2015. Les partenaires demandent plus de formations. La fréquence des rapports de suivi n'est pas systématisée, elle dépend des sous-bureaux et la mise en œuvre des recommandations n'est pas forcément assurée. Par contre, les partenaires semblent intégrer de plus en plus le suivi&évaluation dans toutes les activités.

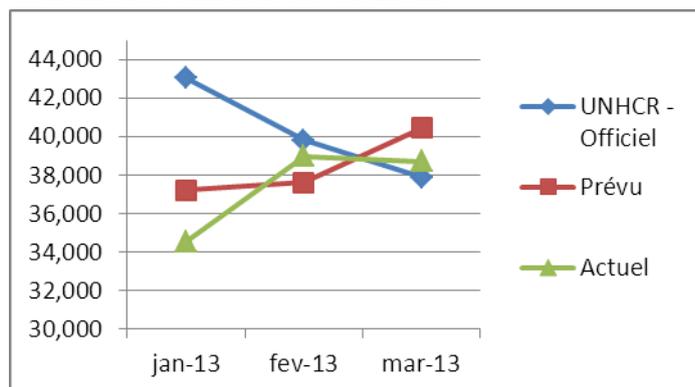
## 2. Résultats de l'évaluation de l'EMOP au Burkina Faso

### Pertinence de l'EMOP

Selon le VAM 2012, dans les communautés hôtes aux alentours de Goudebou et Mentao, l'insécurité alimentaire est de 20-40%. Bien que la population hôte ne reçoive pas de vivres, ils avouent d'avoir profité après l'installation des réfugiés de l'accès aux services de santé gratuits y compris la prise en charge de la malnutrition, ainsi que des revenus additionnels comme ceux grâce à la vente de lait et du bois de chauffe.

La planification du PAM s'est basée sur les chiffres officiels de HCR. Dans la première

**Figure 16. Bénéficiaires prévus et atteints (DGV) et nombres officiels de UNHCR**



vérification du nombre de réfugiés, l'estimation de CONAREF/UNHCR était de 107,000. Après la deuxième vérification cette estimation est apparue considérablement élevée, parce que le résultat de cet exercice montrait un nombre d'environ 38,000. En janvier 2013, un nouvel

influx de 10,000 réfugiés est entré au Mali. Après ça, le nombre a diminué graduellement. La troisième vérification, qui contenait aussi une mesure biométrique, a montré un chiffre entre 32,000 et 33,000 réfugiés. En général, le PAM a atteint entre 90 et 110% du nombre de réfugiés estimé par UNHCR. UNHCR prévoit que le nombre de réfugiés baissera encore dans les prochaines années<sup>46</sup>, mais ceci n'est possible que si les conditions de sécurité améliorent.

La Figure 16 montre la distribution actuelle de vivres par le PAM, ainsi que la distribution prévue en comparaison avec les estimations de UNHCR pour les premiers trois mois de 2013. Sauf en janvier 2013, après l'influx inattendu de réfugiés, la couverture du PAM a été proche des estimations de UNHCR. En décembre 2014, le nombre de réfugiés atteint était de 31,490, tandis que la vérification montrait un nombre de 32,000 et finalement de 33,000.

Dans les sites hors-camps résident aussi 8,000 réfugiés. En dehors de Goudebou il y a les sites spontanés Gandafabou et Fererio, où le PAM a assuré la distribution jusqu'en fin janvier 2013. Après janvier, les réfugiés ont dû venir au camp. Beaucoup de réfugiés ont demandé la possibilité d'autoriser quelqu'un d'autre, mais jusqu'à maintenant ce n'est pas permis, sauf pour les membres de familles au-dessus de 15 ans.

Les réfugiés ont rapporté, que leurs compatriotes les moins vulnérables avaient déjà quitté les camps et donc la majorité des réfugiés actuellement sur les camps n'ont pas de possibilités de trouver des revenus pour payer leur repas. La population des camps est très pauvre et la plupart d'entre eux est analphabète, ce qui rend la compréhension des messages limitée. En plus, il est nécessaire de traduire les messages en plusieurs langues.

Bien que ce soit clair qu'il y ait des besoins pressants, il manque une analyse causale approfondie pour vraiment comprendre les besoins différenciés et vulnérabilités socio-économiques selon les camps et les types de bénéficiaires. L'UNHCR compte faire cette année une enquête socio-économique en 2014 pour mieux connaître les différences de condition des réfugiés.

Selon les bénéficiaires, 12 kilogrammes de riz est une quantité insuffisante (PAM utilise les standards internationaux). Comme ils n'utilisent pas le cash pour compléter les 12 kg de riz, la nouvelle quantité ne peut en aucun cas couvrir les besoins d'une personne sur 30 jours. Le produit agricole le plus consommé était le mil, qui pourtant ne figure pas dans le panier alimentaire. Au cours des premières distributions, les réfugiés n'appréciaient pas les haricots distribués. Le PAM a changé ces haricots par des haricots locaux. Le CSB n'était pas apprécié non plus, mais les réfugiés ont progressivement commencé à le consommer.

Avant de commencer la distribution de cash, une étude de faisabilité a été menée<sup>47</sup>, mais l'étude n'est même pas finalisée à cause de sa qualité limitée; comme l'introduction de cash avait été prévue, le PAM et CONAREF ont conjointement décidé de toute façon de continuer avec l'introduction de cette approche. Du point de vue des réfugiés, la démarche consultative engagée dans le cadre de cette étude a été biaisée par un malentendu. A Mentao, le PAM a conduit plusieurs sensibilisations mais les réfugiés ont néanmoins pensé que le cash venait compléter les 12 kilogrammes de riz. Les scores FCS étaient optimales dans la période de la distribution de cash.

## **Cohérence interne**

Il n'y a pas une grande valeur ajoutée par rapport à l'aspect 'régional' de l'EMOP : il y a un échange d'information tous les 15 jours, mais pas d'échange de leçons apprises. Il y a un manque de cohérence et de coordination entre les pays. Il y a peu de transparence sur les fonds des bailleurs aux niveaux des pays concernant les allocations par pays. Sur le site du PAM régional, les bureaux pays ne peuvent pas voir les contributions aux autres pays EMOP. Le département financier n'a même pas de perspective sur les détails financiers de leur

---

<sup>46</sup> Fin de 2014 25,000 ; fin de 2015 10,000 et fin de 2016 5,000 réfugiés sont prévus.

<sup>47</sup> WFP, UNHCR 2013. The feasibility of Cash Transfers for Malian Refugees in Burkina Faso. June 2013.

propre opération. Les révisions budgétaires pourtant donnent la flexibilité pour gérer les contingences nationales.

Le programme cantines scolaires est exécuté dans les camps comme dans la communauté ; dans les écoles des camps, il y a une minorité d'enfants venant de la communauté.

### Cohérence externe

La synergie entre les acteurs sur le terrain se traduit par une complémentarité. Différents partenaires humanitaires et des agences gouvernementales ont mené des distributions ad hoc de céréales (mil et riz) au long de la crise. En général, il y a une bonne synergie (avec les volets WASH, Santé, Non-Food Items (NFIs) et par rapport à la sensibilisation), bien que quelques acteurs aient mené des distributions simultanées à Mentao sans coordination. Les cas de diarrhée ont probablement diminué à cause de la meilleure disponibilité en eau et assainissement et de sensibilisations menées par d'autres acteurs.

La coordination est suffisante en ce qui concerne la fréquence et la qualité, au niveau de Ouagadougou et sur le terrain ; les réunions se tiennent deux fois par mois pour échanger l'information ainsi que pour l'identification des défis et besoins, la planification coordonnée et le besoin d'action. La collaboration avec les ONG partenaires a été considérée bonne par tous ceux qui sont concernés. Le PAM ne participe pas dans les réunions de la cellule de suivi protection.

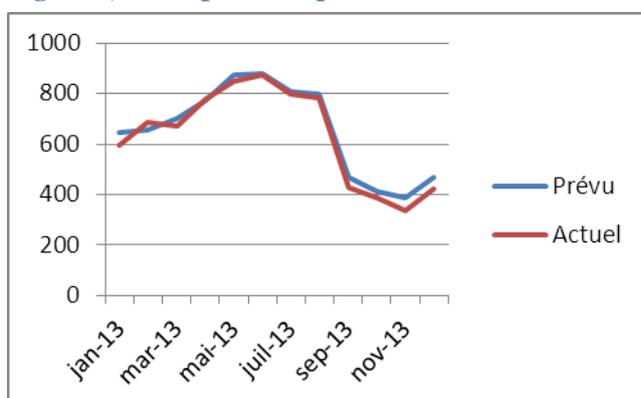
Le PAM ne fournit pas de sources d'énergie pour les vivres qui doivent être cuisinés. CARITAS distribue le bois de chauffe. À Goudebou, il y a seulement une partie de la population qui en profite, tandis qu'à Mentao et Sag Nioniogo toute la population profite de la distribution. La distribution de bois pourrait contribuer à l'accélération de la dégradation de l'environnement ainsi qu'aux revenus de la population hôte qui vend le bois aux niveaux des camps.

Les distributions de NFIs par UNHCR ont été insuffisantes ; les réfugiés ont rapporté que les NFIs ont été distribués dans certains cas seulement à la fin de 2012 et dans d'autres cas aussi en 2013 mais seulement pour les bénéficiaires extrêmement vulnérables. Par conséquent, ils ont été forcés d'utiliser une partie du cash pour acheter des NFIs.

### Résultats de la composante « DGV »

Les figures 19 et 20 de l'Annexe 15.3 montrent le total des vivres (prévu et réel) en Tonnes Métriques (TM) et le nombre moyen de réfugiés atteints par mois en 2012 et 2013 ; dans le Tableau 31 de l'Annexe 15.3 il y a les nombres par camp. Il faut remarquer que la période de distribution en 2012 était de 6 mois avec une demie-ration de 3 mois.

Figure 17: DGV par mois prévu et actuel en MT



distribuée, avec une variation entre 84% et 105%.

Les distributions sont appuyées par des comités de réfugiés dont 30% ce sont des femmes (l'indicateur du cadre logique de la révision budgétaire 4 (BR4) indique que plus de 60% de femmes soient membres et qu'au moins 50% dirigent les comités).

Le Figure 17 à gauche, illustre les quantités de vivres distribuées par mois en 2013. Depuis septembre, la plupart des réfugiés a reçu la moitié de la ration en cash – en septembre, 2,654, pour les autres mois, une moyenne de 30,140 réfugiés. Dans les camps où il n'y a pas de distribution de cash (5,549 bénéficiaires), en décembre il y a eu une double distribution de vivres, y inclus la ration de janvier 2014. 97% de la quantité de vivres prévue a été

La plupart des ménages a signalé que maintenant il y a une adéquation entre la quantité reçue et la quantité prévue et que la quantité des vivres est suffisante ; cette observation est confirmée par les rapports PDM. On ne signale pas de problèmes d'insécurité. De temps en temps il y a des petits problèmes avec les quantités, mais normalement le contrôle du PAM les prend en charge. Le temps d'attente sur le site pourtant est long ainsi que le temps nécessaire pour accéder au point de distribution. A Sag Nioniogo, il y a des points séparés de distribution des vivres pour les femmes et les hommes, mais pas pour le cash ; les personnes âgées et les handicapés doivent utiliser l'endroit pour les femmes. La majorité des distributeurs sont des hommes. Une grande partie des personnes ciblées demande un panier alimentaire plus diversifié (avec du mil, du lait et de la viande) et mieux adapté à leurs préférences alimentaires. The outcome figures in the SPRs show that the Food Consumption Scores have improved considerably over the duration of the EMOP. Whilst this may be attributable to the DGV, no further analysis was conducted to measure the extent that WFP support has contributed to the improvement of the Food Consumption Scores. Les frais de transport pour les vivres sont payés par UNHCR, pour le cash ils sont inclus dans le paiement Microfi alors ils sont subis par le PAM, selon le MoU entre le PAM et le UNHCR. L'organisation du transport par le PAM est efficace ; il n'y a pas eu de ruptures majeures d'approvisionnement. Les partenaires n'ont rapporté aucun problème dans le transport.

### **Résultats de la composante « Cash »**

En aout 2013, le PAM a effectué une distribution pilote de cash dans le camp Sag Nioniogo qui a été étendue aux camps de Mentao, Goudebou et Bobo Dioulasso en septembre 2013 (voir tableau 30 de l'annexe 15.3 pour les détails ; le tableau 32 montre le total de cash et vivres). Il n'y a pas eu de problèmes de disponibilité au cours de la période considérée dans l'évaluation ; le premier problème émergeait en janvier 2014 à cause d'une pénurie budgétaire d'ECHO.

Le volet cash est exécuté par MICROFI qui a coopéré avec le PAM depuis 2009 et semble très efficace. L'argent est payé sur un compte bancaire et environ 90-95% reçoivent leur cash, le reste est retourné immédiatement.

Plusieurs avantages de la modalité cash ont été soulevées : pour le bailleur le cash est plus flexible, sa distribution ne présente pas de délais de livraison, il y a moins de ruptures d'approvisionnement et moins de coûts de transport et de stockage. Pour les bénéficiaires, le cash donne la possibilité d'acheter des produits d'alimentation comme la viande, du lait, selon leurs préférences ; avant, ils devaient vendre une partie de leurs vivres à un prix défavorable. En plus, le cash influence positivement leur autonomisation.

Le cash présente aussi des insuffisances et des contraintes. Les réfugiés ont confirmé que les montants reçus ne sont pas consacrés exclusivement à la satisfaction des besoins alimentaires, mais qu'on achète aussi des biens non alimentaires. Il y a une augmentation des risques sécuritaires du fait de la circulation de l'argent en grande masse au sein du camp. Les prix des vivres ont augmenté parce qu'il y a seulement un petit groupe de commerçants résident au sein du camp et les marchés les plus proches sont situés à plus de 8 kilomètres de distance par rapport au camp. Le coût de transport pèse lourd sur le budget des réfugiés.

Dans les mois d'août et décembre, 86% des ménages et 90% des bénéficiaires ont reçu leur CFA 3,500 ; comme le pourcentage des bénéficiaires atteints dans tous les camps est plus grand que le pourcentage des ménages atteints (voir tableau 30,annexe 15.3), ça veut dire que surtout les ménages de petit taille n'ont pas été capables de récupérer leur cash. Le pourcentage le plus bas a été enregistré à Sag Nioniogo en novembre (71.5%) et décembre (73.4%), ce qui est beaucoup plus bas que la moyenne de 90%.

Une comparaison d'efficacité entre les modalités cash, vouchers et vivres n'a pas été possible à cause du manque de l'accès aux chiffres. Une partie des réfugiés (environ la moitié) semble être favorable à recevoir du cash au lieu de vivres, ce qui a été confirmé par le PDM 4 (48.25% des réfugiés préfèrent le cash). Les ménages de taille plus grande sont plus intéressés par la double modalité.

### **Résultats de la composante « TSF »**

L'enquête SMART, bien que ce soit une méthode acceptée sur le plan international, est une enquête de prévalence, pas de cause. Il y a aussi des groupes ethniques spécifiques, comme les Bella, dont les enfants souffrent plus que les autres. En plus, les taux de malnutrition pourraient être influencés par d'autres facteurs, comme la garde d'enfants, les soins de santé et la situation hygiénique y inclus le manque d'utilisation de latrines. Il y a besoin d'une étude plus holistique pour connaître les causes de malnutrition à Goudebou et les adresser plus précisément.

En général, les femmes sont responsables du ménage et la garde et la nourriture des enfants. En cas de TSF, ça leur prend beaucoup de temps et leur empêche de poursuivre d'autres activités.

Le TSF est ciblé aux enfants entre 6 et 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes, qui ont été dépistés avec malnutrition modéré. Les cas de malnutrition sévère sont pris en charge par UNICEF. La ration est composée de 200 grammes de CSB++ par jour par personne ou de temps en temps 100 grammes PlumpySup. La ration est donnée une fois par semaine. Comme dans le cas de BSF, le taux d'utilisation par les enfants mal nourris n'est pas évident et apparemment les rations sont souvent partagées ou mêmes vendues.

Le TSF a commencé en avril 2013, seulement dans le camp de Goudebou parce que le PAM n'a pas trouvé un partenaire approprié pour Mentao. Dans les camps de Sag-Nioniogo et Bobo-Dioulasso, les réfugiés ont accès au TSF dans les centres médicaux dans la communauté. De toute façon, il y a des enfants souffrant de MAM aussi dans les autres camps ; à Mentao par exemple, MDM France a essayé de les appuyer, mais ils n'ont souvent pas d'accès aux intrants. A Goudebou, Save the Children a exécuté le TSF de manière efficace. L'ONG a collaboré avec beaucoup de succès avec MDM Espagne qui était responsable du volet santé. Les protocoles nationaux sont suivis.

Le groupe cible est relativement petit ; comme ressort du Figure 21 de l'annexe 15.3, le nombre d'enfants a été entre 100 et 225 par mois et le nombre de femmes entre 0 et 48 ; 4 mois sur 9, il n'y a pas eu de distribution de CSB+ aux femmes. En général, le nombre de personnes atteintes est 68% des personnes prévues (variation entre 36% et 104%). Parmi les enfants, 40% était d'âge entre 6 et 24 mois.

### **Résultats de la composante « BSF »**

En février 2013, les taux de malnutrition à Goudebou selon l'enquête SMART<sup>48</sup> (voir tableau 28 à gauche) ont été beaucoup plus élevés que dans les autres camps. Comme le GAM était au-dessus du seuil critique de l'OMS de 15%, le PAM a décidé de commencer le BSF dans le camp de Goudebou depuis mai 2013 pour une période de 6 mois.

Une nouvelle enquête SMART dans la même période de l'année a été menée et est en cours de finalisation. Les premiers résultats montrent un MAG entre 10 et 12%, ce qui confirme une enquête rapide de Save the Children qui avait déjà montré que le GAM a baissé jusqu'à 12% en fin de 2013.

Le figure 20 de l'annexe 15.3 montre les résultats de BSF. Le BSF est composé de 200 grammes de CSB+ par jour par enfant et a été ciblé aux enfants entre 6 et 59 mois. Un nombre de 917 a été atteint, ce qui équivaut à 81% du nombre prévu (variation entre 37% dans le premier mois et 88% dans le dernier mois). Parmi les enfants, 40% était d'âge entre 6 et 24 mois. Le taux d'utilisation de CSB+ par le groupe cible n'est pas évident.

### **Résultats de la composante « Cantines Scolaires »**

---

<sup>48</sup> HCR et autres. May 2013. Rapport de l'évaluation de l'état nutritionnel selon la méthodologie SENS dans les camps des Réfugiés maliens au Burkina Faso.

L'activité cantines scolaires est exécutée pour les réfugiés dans les camps Goudebou et Mentao. . Il y a quelques enfants venant des communautés hôtes qui fréquentent les écoles des camps et bénéficient des cantines. Le PAM a atteint 1,101 garçons et 1,182 filles, ce qui équivaut à environ 30% du nombre prévu, ce qui est une taux très basse. L'effectivité du volet ESF est moins significative quand les enfants des ménages les plus vulnérables ne sont pas couverts. Le PAM a atteint 4 écoles primaires comme prévu.

La plupart des partenaires interrogés ont été favorables aux cantines scolaires ; ils les considèrent comme un outil pour augmenter la rétention et aussi comme un instrument de protection. Le taux de scolarisation a augmenté de 6% à l'arrivée des réfugiés jusqu' à 48% à la fin de 2013<sup>49</sup>. . Le taux de scolarisation est encore très faible. Plusieurs parents ont rapporté qu'ils amènent leurs enfants quand ils vont chez leur bétail puisque l'avantage de l'alimentation scolaire n'est pas suffisamment grande pour leur convaincre de ne pas amener l'enfant en dehors du camp.

A Mentao, les écoles sont aussi assistées par le DAMSE et PLAN,. Selon PLAN, la diversité dans la ration PAM était insuffisante, donc, ils distribuent de manière coordonnée des rations supplémentaires (riz, spaghetti, sardines, macaronis, huile et sucre) à celles du PAM (farine, maïs, CSB, haricots, huile, sel).

Il n'y a pas d'écoles secondaires dans les camps. 71 élèves réfugiés (à Mentao) ont reçu des bourses de UNHCR pour étudier à Dori mais les parents normalement ne favorisent pas que leurs enfants aillent à l'école en dehors du camp.

### **Facteurs internes qui influencent l'achèvement des résultats de l'EMOP**

La contribution directe d'ECHO et les contributions en nature d'USAID au bureau pays en 2013 ont permis de mener à bien l'opération. Malheureusement, un nombre de bailleurs attendent des problèmes budgétaires pour 2014, ce qui pourrait facilement se traduire en ruptures d'approvisionnement pour le PAM.

L'UNHCR a fait des appels d'offre en commun avec le PAM pour la collecte de fonds ; un communiqué de presse est déjà fait. Une telle coopération donne une valeur ajoutée à la dimension 'régionale' de l'opération.

Bien que le bureau régional ait offert un appui considérable dans le développement du document de projet et dans les révisions budgétaires(BRs) de l'EMOP, il y avait peu de direction de la part de l'ODD. L'EMOP est mis en œuvre presque comme s'il s'agissait d'une opération d'urgence d'un pays singulier et les membres du personnel ne sont pas conscients de la situation dans d'autres pays; il n'y a presque pas d'échange d'information, des meilleures pratiques et des leçons apprises.

Le fait que les chiffres prévus soient différents du nombre atteint depuis le début et qu'ils ne soient pas suffisamment adaptés tout au long de la durée de l'opération d'urgence a rendu plus difficile à mettre en œuvre l'opération d'urgence d'une manière optimale et a donné lieu à des faibles pourcentages de réussite dans les rapports.

### **Facteurs externes qui influencent l'achèvement des résultats de l'EMOP**

Surtout à Goudebou, lorsqu'en Octobre 2012 beaucoup de réfugiés déménagés de sites spontanés / non-officiels sont arrivés, l'accès et la qualité d'eau ont été insuffisants, faisant augmenter les nombres de cas de diarrhée et par conséquent la malnutrition. Les causes identifiées par une mission conjointe/UNHCR santé publique/ WASH d'avril 2013 étaient une erreur de définition de cas de la part du partenaire de santé et un déficit d'information sur la santé communautaire et l'hygiène.

---

<sup>49</sup> Source: interview avec le HCR.

Même s'il y a généralement une bonne relation entre les réfugiés et la population hôte, et les populations hôtes bénéficient dans une certaine mesure des activités de l'EMOP, le fait qu'ils ont à partager des ressources limitées telles que la terre et l'eau crée parfois des tensions.

Il existe de grandes différences de circonstances et d'indicateurs entre les camps sans des raisons directement apparentes. Non seulement la cause n'a pas été recherchée, de telles situations différentes exigent des mesures différentes et empêche la mise en œuvre du programme de manière égale à l'échelle nationale..

Les problèmes généraux de protection (mariages précoces, enfants non accompagnés, enfants travaillant dans les mines d'or) ne sont pas encore connus en détail. Il y a un besoin d'analyse approfondie pour évaluer l'effet sur la qualité d'exécution et l'impact de l'EMOP et d'intégrer davantage des mesures de protection au sein des programmes.

Le gouvernement du Burkina Faso a essayé au début de 2014 d'encourager les réfugiés à retourner dans leur pays. Pour le PAM, il est absolument nécessaire de laisser les réfugiés le choix libre et de ne pas encourager ni d'empêcher le processus. Si les réfugiés veulent y aller volontairement, actuellement le PAM les soutient avec des vivres et un montant de cash.

## **Annexe 15.1: Acronymes**

BR	Budget Revision
BSF	Blanket Supplementary Feeding
CONAREF	Commission Nationale pour les Réfugiés
CRBF	Croix Rouge du Burkina Faso
CSB	Corn Soya Blend
DGV	Distribution Générale de Vivres
EMOP	Emergency Operation
FCS	Food Consumption Score
M&E	Monitoring and Evaluation
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
NFIs	Non-Food Items
PAM	Programme Alimentaire Mondial
TSF	Targeted Supplementary Feeding
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees

## **Annexe 15.2: Bibliographie**

Pour les documents du programme PAM et les documents plus généraux sur la région et la situation humanitaire, voir la bibliographie entière du rapport d'évaluation.

### **Gouvernement**

- Burkina Faso. Ministry of Economy and Development. July 2004. Poverty Reduction Strategy Paper.
- Burkina Faso. 2011-2015. Strategy for Accelerated Growth and Sustained Development (SCADD) Burkina Faso. Ministry of Agriculture and Livestock; United Nations System in Burkina Faso. August 2012. Accelerating Progress towards the MDGs. Eradicate Extreme Poverty and Hunger.
- Burkina Faso. Ministère de la Promotion de la Femme. Document de la Politique Nation Genre du Burkina Faso. Octobre 2009.
- Burkina Faso. Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'économie et du Développement. 2003. Burkina Faso Enquête Démographique et de Santé. Burkina Faso Enquête Démographique et de Santé.
- Burkina Faso. Octobre 2013. Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
- Gouvernement Burkina Faso. Institut National de la Statistique et de la Démographie ; Ministère de l'Économie et des Finances. Avril 2010. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSBF-MICS IV) 2010.

### **Système des Nations Unies**

- Système des Nations Unies au Burkina Faso. 26 Mars 2010. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) 2011-2015.
- Système des Nations Unies au Burkina Faso. Mai 2010. Rapport Pays Suivi de la Mise en Œuvre des Objectives de Millénaire pour le Développement Burkina Faso OMD en 2010.
- United Nations Burkina Faso. Consolidated Appeal 2013.
- United Nations Burkina Faso. Consolidated Appeal 2013. May 2012.
- United Nations Burkina Faso. Plan de Réponse Stratégique 2014-2016
- FAO/PAM. Feuille de Route Conjointe sur la Réduction / Gestion des Risques de Catastrophes au Burkina.
- PAM, HCR. Septembre 2013. Rapport PDM dans les camps de réfugiés maliens au Burkina.
- PAM, HCR. Octobre 2013. Rapport PDM dans les camps de réfugiés maliens au Burkina.
- PAM, HCR. Novembre 2013. Rapport PDM dans les camps de réfugiés maliens au Burkina.
- PAM, HCR. Avril/Mai 2013. Mission d'Evaluation Conjointe. Aperçu de la sécurité alimentaire, la nutrition et les domaines connexes dans les camps de réfugiés au Burkina Faso.
- WFP. 30 December 2010. Country Programme 2011-2015. Programme Document 200163.
- WFP. 1 February 2013. Protracted Relief and Recovery Operations Burkina Faso 200509. 1 April 2013 – 31 December 2014.
- WFP/UNHCR. June 2013. The feasibility of Cash Transfers for Malian Refugees in Burkina Faso.

- WFP/UNHCR et autres. Mars 2012. Evaluation approfondi sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les camps de réfugiés Maliens et villages hôtes au Burkina Faso.
- World Bank. August 10, 2009. Country Assistance Strategy for Burkina Faso for the period 2010-2012.
- World Bank. June 23, 2011. Burkina Faso Joint IDA-IMF Staff Advisory Note on the Poverty Reduction and Growth Strategy paper.
- UNHCR et autres. May 2013. Rapport de l'Evaluation de l'état nutritionnel selon la méthodologie SENS dans les camps des Réfugiés maliens au Burkina Faso
- UNHCR. 30 September 2013. Fact Sheet. UNHCR Operation in Burkina Faso.
- UNHCR. 31 October 2013. Fact Sheet. UNHCR Operation in Burkina Faso.
- UNHCR. Augustus/September 2013. Mali Situation Update No 21.
- UNHCR Burkina Faso. 9 September, 2013- Camp Profile - Mentao Camp
- UNHCR 2013. Goudebou Camp Profile. October 2013.
- UNHCR 2013. Mentao Camp Profile. October 2013.
- UNHCR 2013. Sag Nioniogo Camp Profile. October 2013.

#### **Autres**

- G8 New Alliance for Food Security and Nutrition. 2011. Cooperation Framework to Support the New Alliance for Food Security & Nutrition.
- UNHCR. 4 Octobre 2013. 53ème Réunion de Coordination sur l'Opération des Réfugiés Maliens au Burkina Faso.
- UNHCR. 8 Novembre 2013. Draft de Compte Rendu de la 54e réunion de la coordination des Réfugiés Maliens au Burkina Faso.
- UNHCR. 6 Décembre 2013. 55ème Réunion de Coordination sur l'Opération des Réfugiés Maliens au Burkina Faso.
- UNICEF. 22 July 2013. Burkina Faso Mid-Year Humanitarian Situation Report

## Annexe 15.3: Outputs et outcomes

Tableau29: Détails des interventions du PAM dans les camps pour les réfugiés maliens (Décembre 2013)

Région	WFP SO	Refugié camp / site	DGV		Nutrition		Cash Provision		Cantines Scolaires					
			# Ben*	Part**	# Ben	Part	# Ben	Part	# Ben	Part				
Sahel	Dori	<b>Goudebou</b> camp	11,764	UNHCR  IEDA-Relief	TSF: 119	SCF-UK	11,443	MICROFI	1,145	Plan Int				
		<b>Tin-Hedia</b> site	826											
		<b>Dibissi</b> site	2,921											
		<b>Deou</b> site	1,272											
		<b>Mentao</b> camp	11,691		BSF:1,48	IEDA-Relief					11,695	MICROFI	1,138	Plan Int
		<b>Gorom Gorom</b>	61											
Centre	Ouaga-dougou	<b>Sag Nioniogo</b> camp	2,066	UNHCR Burkinabé  Red Cross			2,059	MICROFI						
Haut Bassins	Ouaga-dougou	<b>Bobo Dioulasso</b> site	1,029	UNHCR  IEDA-Relief			1,016	MICROFI						

\* # Ben = Nombre de bénéficiaires

\*\* Part = Partenaires

Tableau 30: Distribution cash dans les camps et sites de Burkina Faso en 2013

Mois	Site	Ménages prévus	Ménages payés	Ménages atteints	Bénéficiaires atteints	Montants prévus	Montants payés	% payé
Août	Sag Nioniogo	841	727	86.44%	2,654	9,775,500	9,289,000	95.02%
	<b>Total</b>	<b>841</b>	<b>727</b>	86.44%	<b>2,654</b>	<b>9,775,500</b>	<b>9,289,000</b>	95.02%
Sept	Goudebou	4,998	4,463	89.30%	16,856	62,405,000	58,996,000	94.54%
	Bobo Dioulasso	403	368	91.32%	1,053	3,934,000	3,685,500	93.68%
	Sag Nioniogo	567	546	96.30%	1,905	6,905,500	6,667,500	96.55%
	Mentao	5,594	4,731	84.57%	16,959	65,306,500	59,356,000	90.89%
	<b>Total</b>	<b>11,562</b>	<b>10,108</b>	87.42%	<b>36,773</b>	<b>138,551,000</b>	<b>128,705,000</b>	92.89%
Oct	Goudebou	592	534	90.20%	1,892	6,979,000	6,622,000	94.88%
	Bobo Dioulasso	405	358	88.40%	1,058	3,979,500	3,703,000	93.05%
	Sag Nioniogo	5,016	4,520	90.11%	16,988	62,646,500	59,458,000	94.91%
	Mentao	3,737	3,587	95.99%	11,793	42,105,000	41,275,500	98.03%
	<b>Total</b>	<b>9,750</b>	<b>8,999</b>	92.30%	<b>31,731</b>	<b>115,710,000</b>	<b>111,058,500</b>	95.98%
Nov	Goudebou	632	573	90.66%	2,054	7,500,500	7,189,000	95.85%

	Bobo Dioulasso	415	350	84.34%	1,045	4,070,500	3,657,500	89.85%
	Sag Nionio	4,371	3,095	70.81%	10,669	52,237,500	37,341,500	71.48%
	Mentao	3,747	3,604	96.18%	12,064	43,085,000	42,224,000	98.00%
	<b>Total</b>	<b>9,165</b>	<b>7,622</b>	<b>83.16%</b>	<b>25,832</b>	<b>106,893,500</b>	<b>90,412,000</b>	<b>84.58%</b>
Dec	Goudebou	632	577	91.30%	2,059	7,462,000	7,206,500	96.58%
	Bobo Dioulasso	411	345	83.94%	1,029	3,979,500	3,601,500	90.50%
	Sag Nionio	4,527	3,201	70.71%	11,443	53,861,500	40,050,500	74.36%
	Mentao	3,746	3,473	92.71%	11,695	43,067,500	40,932,500	95.04%
	<b>Total</b>	<b>9,316</b>	<b>7,596</b>	<b>81.54%</b>	<b>26,226</b>	<b>108,370,500</b>	<b>91,791,000</b>	<b>84.70%</b>
	<b>GRAND TOTAL</b>	<b>40,634</b>	<b>35,052</b>	<b>86.26%</b>	<b>123,216</b>	<b>479,300,500</b>	<b>431,255,500</b>	<b>89.98%</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>40,634</b>	<b>35,052</b>	<b>86.26%</b>	<b>123,216</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>%</b>

Figure 18: DGV à Burkina Faso en MT totales en 2012 et 2013

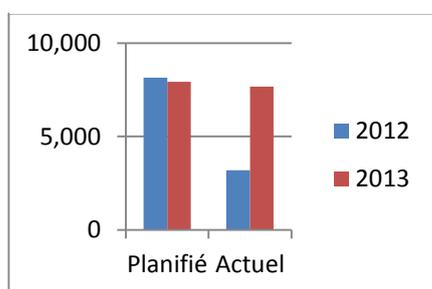


Figure 19: Bénéficiaires DGV (moyenne / mois) à Burkina Faso en 2012 et 2013

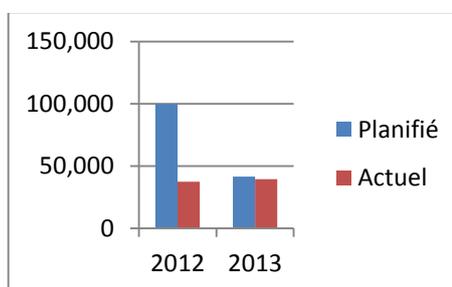


Figure 20: Bénéficiaires BSF (moyenne par mois) à Burkina Faso en 2013

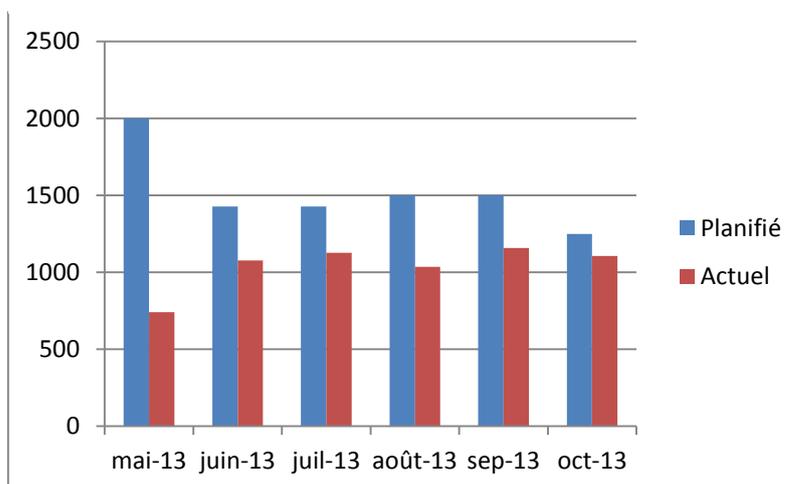
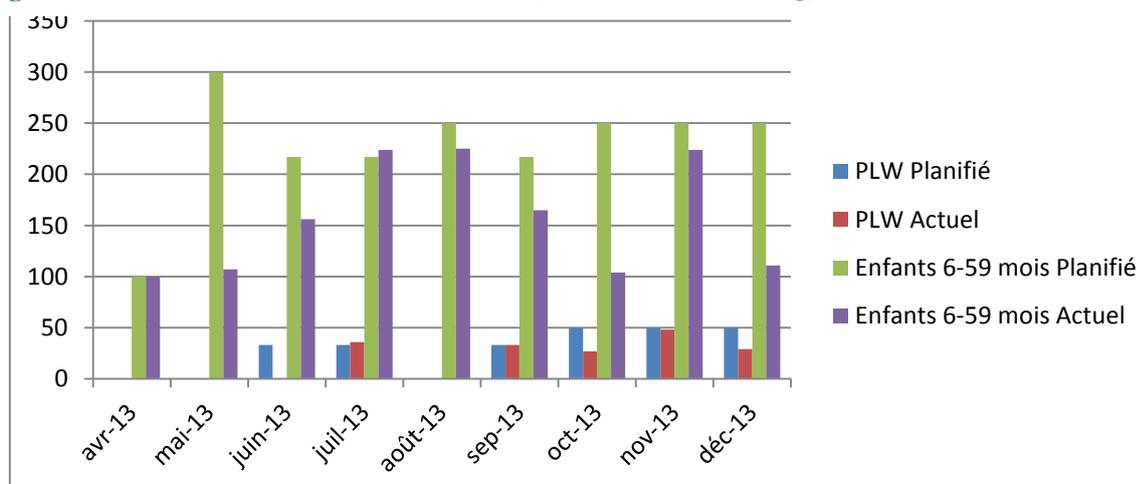


Figure 21: Bénéficiaires TSF à Burkina Faso (avril - décembre 2013)



**Tableau 31: DGV - Bénéficiaires et vivres prévus, actuels et pourcentage atteint en 2013 dans les camps et sites ciblés au Burkina Faso**

	Bénéficiaires			Vivres - MT		
	Prévu	Actuel	% atteints	Prévu	Actuel	% atteint
Mentao	16,071	15,483	96%	2,985	2,892	97%
Goudebou	13,925	13,810	99%	2,445	2,519	103%
Sag Nioniogo	2,834	2,661	94%	520	501	96%
Bobo-Dioulasso	1,621	1,463	90%	310	304	98%
Autres camps/sites Sahel	6,672	5,657	85%	1,517	1,297	86%
Damba **	1,865	1,864	100%	97	93	96%
<b>Total</b>	<b>42,989</b>	<b>40,938</b>	<b>95%</b>	<b>7,873</b>	<b>7,606</b>	<b>97%</b>

**Tableau 2 : Distribution vivres et cash en 2012 et 2013 au Burkina Faso**

	Vivres				Cash			
	Bénéficiaires		MT		Bénéficiaires		Montant	
	Prévu	Actuel	Prévu	Actuel	Prévu	Actuel	Prévu	Actuel
<b>2012</b>	100,000	37,626	8,149	3,200	60,000	0	210,000,000	0
<b>2013</b>	54,791	51,302	7,932	7,671	33,497	30,141	117,239,109	105,491,750

**Tableau 33: Outcomes en décembre 2013**

	Baseline	SPR 2013	Source	Target	
GAM - Goudebou	24.5%	11-12%	SMART fév 2014	< 15%	Attained
% households with poor FCS	19%	1%	PDM nov 2013	-	Not attained
% households with poor FCS	23%	5%	PDM nov 2013	-	
% households with acceptable FCS	58%	94%	PDM nov 2013	-	
SF Default rate	61%	31%	CP reports déc 2013	< 15%	Not reflected
SF Recovery rate Children 6-59 mths	32%	68%	CP reports déc 2013	> 75%	
SF Recovery rate women	100%	100%	CP reports déc 2013		

## **Annexe 15.4: Résumé des résultats des groupes focaux**

### ***Quelle est la pertinence de l'opération?***

#### **Paquet d'aide adéquat en fonction des besoins des réfugiés maliens et les communautés d'accueil?**

**Des paniers d'aide appropriés (type de produits et quantités), sélection correcte des bénéficiaires (atteignant également les groupes vulnérables?) Problèmes spécifiques (personnes pas atteintes?)**

- La ration de riz a été baissée de 15 kg à 12 kg en 2012 ; 12 kg de riz ne suffisent pas ; 6 kg de riz est même pire.
- Au Mali, ils ont été habitués à prendre du lait et de la viande chaque jour.
- Ils ont besoin de mil pour mélanger avec le riz.
- Les réfugiés semblent vraiment les plus pauvres et ont besoin de soutien. Les plus forts et ingénieux ont déjà quitté le camp pour la capitale ou autres endroits.
- Tout le monde a reçu la ration.
- La ration de BSF (2200 grammes) est suffisante et même trop grande pour les plus petits. Par rapport aux besoins d'aliments complémentaires, il y a un besoin d'autres produits alimentaires, et les bénéficiaires n'y ont pas d'accès.

#### **Réfugiés /Communautés d'accueil consultés sur la conception des activités EMOP**

- On n'a pas compris que le cash remplace une partie des vivres.
- Les réfugiés même disent qu'il y a eu beaucoup de gens qui sont venu leur interviewer, mais aussi que jamais leurs idées ont été prises en compte.
- Le système de la distribution par contre a été bien communiqué.
- Il y a un problème par rapport à l'utilisation de plusieurs langues.

#### **EMOP offrant un bon paquet de soutien de la sécurité alimentaire / nutrition?**

Le panier alimentaire y inclus le riz est bien apprécié ; il n'y a pas de légumes, fruits, lait, viande, et mil.

- Les réfugiés n'ont pas de moyens pour gagner de l'argent pour les acheter et la production dans le camp est très limitée.
- Le cash offre la possibilité d'acheter les produits nécessaires pour un panier diverse.

#### **Complémentarité avec d'autres programmes?**

**Les activités EMOP (TFD, BSF, TSF, et /ou ESF) sont-elles complémentaires aux autres formes d'assistance aux réfugiés?**

- Il y a d'autres ONG qui travaillent dans le camp sur les sujets WASH, protection et aide aux aveugles et orphelins. UNHCR et autres ont donné des NFIs tels que des seaux, abris, casseroles et foyers améliorés.

### ***Quels sont les résultats de l'opération?***

#### **Réalisation de résultats prévus / effets non intentionnels**

**Pensez-vous que l'EMOP accomplit son objectif de sauver et de protéger les moyens de subsistance?**

- L'EMOP a sauvé des vies en offrant de la nourriture parce que les réfugiés n'ont pas d'accès aux revenus. L'EMOP n'a pas contribué à la possibilité de générer des revenus, il s'est concentré à la distribution des vivres.

### **Quels autres effets a eu l'EMOP ?**

- Accès amélioré aux services de santé.

### **Etes-vous satisfait avec le soutien de l'EMOP?**

- Les réfugiés doivent payer 2 kg de riz par 50 pour transporter et acheter le bois de chauffage ; ils utilisent aussi le riz pour acheter des condiments (viande, lait, thé), vêtements, chaussures, et tabac.
- Les points de distribution sont parfois loin et il faut attendre.
- Pour les petits ménages, la situation est difficile ; la distribution commence avec des familles de grande taille et finie avec les familles de petite taille (surtout les ménages d'une seule personne). On doit attendre longtemps et, de temps en temps, les rations qui restent sont plus petites ; les ménages d'une personne sont souvent des jeunes.

### **Liens avec d'autres programmes du PAM et d'autres interventions de sécurité alimentaire / nutrition dans votre région?**

- Comme dans les autres régions, avec l'UNICEF pour le traitement de MAS.
- Une partie des réfugiés n'a pas reçu des NFIs depuis 2012 et ont des problèmes à cause du manque de seaux etc.

### **Est-ce que le personnel du PAM (COs/SOs) ont de bons contacts avec d'autres acteurs humanitaires dans les régions?**

- Oui, pas de commentaires négatifs.

### ***Pourquoi et comment l'opération produit-elle les résultats observés?***

#### **Organisation interne du PAM**

##### **Personnel CP capable de?**

- Quelques réfugiés, mais pas tous, ont compris le programme du PAM, surtout les membres des comités.
- Le PAM appuie leurs partenaires, communiquent avec les bénéficiaires et coordonnent avec les autres acteurs de développement.
- Il n'y pas eu de ruptures d'approvisionnement, pas de problèmes spécifiques.
- La plupart des réfugiés ne connaissent pas le système de plaintes.

##### **Personnel CP capable de?**

- La plupart des employés des partenaires peuvent expliquer le programme du PAM, mais pas tous. Quelques-uns n'ont jamais entendu parler des SOPs.
- Ils coordonnent bien avec d'autres acteurs ; pas de problèmes spécifiques ; pas de nouvelles approches non plus.

#### **Les facteurs externes qui ont affecté l'EMOP**

##### **Environnement naturel, climat et / ou conditions d'infrastructure?**

- On ne cherche pas de bois de chauffage en dehors des camps ce qui a des conséquences négatives (on doit acheter le bois de chauffage) ainsi que positives (il n'est pas nécessaire pour les femmes de chercher le bois et moins de risques de violences).

##### **Conditions économiques**

- Les bénéficiaires n'ont rien à faire, ils veulent commencer des activités génératrices de revenus mais il n'y a pas de possibilité ou soutien.
- Presque tous les participants des groupes focaux veulent retourner au Mali dès que possible.
- Les réfugiés parlent des langues différentes et ne peuvent pas toujours se comprendre.

